



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
lundi 14 juin 2021**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021
- Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 14 juin 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 12 avril 2021

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Ville fraternelle et solidaire - Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature
2. Emploi et création d'entreprises - Engagement de la Ville de Montpellier dans le projet Territoire Zéro Chômeur de longue durée - Année 2021- Approbation - Autorisation de signature
3. Protection de la population et tranquillité publique - Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) - Financement des dépenses liées à un centre de vaccination dédié au Covid-19 - Autorisation de signature
4. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Changement d'usage des locaux d'habitation - Règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations - Avis de la Ville de Montpellier
5. Hors Délégation - Avis sur le projet de pacte de gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole
6. Hors Délégation - Charte de l'évènementiel responsable - Approbation
7. Culture et culture scientifique - Appel à projets d'investissement à destination des associations culturelles - Approbation
8. Ville sportive - Appel à projets - Attribution de subventions d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Année 2021 - Approbation - Autorisation de signature
9. Ville sportive - Création d'une Commission extra-municipale des Sports - Approbation
10. Jeunesse - Dispositif de soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2021-2022 - Approbation
11. Jeunesse - Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville - Approbation
12. Ville éducative et réussite scolaire - Projet Educatif de Territoire (PEdT) - Avenant de prolongation pour l'année scolaire 2021/2022 - Autorisation de signature
13. Protection de la population et tranquillité publique - Prévention et sensibilisation à la sécurité routière - Interventions de la Police Municipale dans les écoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier - Convention 2021/2022 - Autorisation de signature

14. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Engagement d'une nouvelle campagne d'aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités de 2021 à 2026 - Approbation
15. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature
16. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier de Celleneuve - Augmentation du taux de subventionnement des travaux de ravalement - Modification du règlement de ravalement obligatoire - Approbation
17. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Autorisation de signature
18. Egalité et droits des femmes - Création du Collectif Gisèle Halimi pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes à Montpellier - Approbation
19. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Blaise Pascal - Concession d'aménagement Ville de Montpellier/Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Clôture de la concession - Approbation
20. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a situées rue des Chasseurs - Réalisation d'une chaufferie biomasse - Approbation
21. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Lot n°3e Bâtiment « Musée » - Demande d'agrément de candidature de la Société SAS SERM.ID ou une de ses filiales - Approbation
22. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Domaine de Grammont - Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole d'un terrain pour l'extension du Skatepark et la création d'un centre d'entraînement de BMX Free Style - Allée Manitas de Plata - Parcelle cadastrée RH 14partie - Approbation
23. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Copropriété des Cévennes - Maison de Quartier Jean Pierre Chabrol - Avenue du Professeur Louis Ravas - Sortie de la copropriété - Constat de désaffectation et déclassement des emprises - Servitude d'accès - Approbation
24. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Agriparc du Mas Nouguier - Acquisition de la propriété bâtie des conjoints CHEVRIER - 576 rue de la Madeleine - Parcelles cadastrées DZ 36 et DZ 37 - Approbation
25. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Aliénation de la parcelle IL située 69 Rue William et Catherine Booth à Montpellier, propriété de la Commune de Montpellier - Approbation
26. Ville sportive - Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Redevances minorées - Conventions d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature
27. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit - Approbation
28. Petite enfance et enfant dans la Ville - Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Saint-Martin - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association "Jouons en Ludothèques" - Autorisation de signature
29. Petite enfance et enfant dans la Ville - Crèche "Les Infantines" - Renouvellement de la convention d'occupation du domaine public - Redevance minorée - Autorisation de signature
30. Protection de la population et tranquillité publique - Police Municipale - Escortes de l'équipe du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2021-2022 - Autorisation de signature
31. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de Police Municipale - Etat-major - Approbation

32. Ressources humaines et dialogue social - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
33. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités d'attribution des aides financières par la Commission Sociale du Personnel - Approbation
34. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de versement de la prestation d'action sociale pour les départs à la retraite - Approbation
35. Ressources humaines et dialogue social - Reconduction de la mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier - Approbation
36. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
37. Ressources humaines et dialogue social - Création de vacations pour événements soudains ou majeurs ou nécessitant la sécurisation de lieux et de personnes - Approbation
38. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) de la Ville de Montpellier - Approbation
39. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
40. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier - Local 114 rue Jules Isaac - Renouvellement - Autorisation de signature
41. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention de location entre la Ville de Montpellier et le Bridge Comédie Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature
42. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Bail commercial entre la Ville de Montpellier et Constructys Languedoc-Roussillon - Locaux 3490 avenue Etienne Méhul - Centre Technique Municipal Garosud - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature
43. Finances - Compte Administratif et compte de gestion 2020 - Approbation
44. Finances - Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs - Approbation
45. Finances - Méthodes et durées d'amortissement des immobilisations de la Ville de Montpellier - Approbation
46. Finances - Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre exercice 2020 - Approbation
47. Renouveau démocratique et innovation sociale - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de « Fourniture et mise à jour de licences logicielles pour les postes utilisateurs, développeurs et les serveurs » - Autorisation de signature
48. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Groupement de commandes Hérault Energies pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables - Adhésion - Autorisation de signature
49. Finances - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Cournonterral, Grabels, Lavérune, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de carburant et électricité pour véhicules - Autorisation de signature
50. Administration générale - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de retranscription - Autorisation de signature
51. Renouveau démocratique et innovation sociale - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'achat et de maintenance d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité - Autorisation de signature

52. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation
53. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation
54. Hors Délégation - Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier - Approbation
55. Egalité et droits des femmes - Relations internationales - Adhésion à des réseaux internationaux et prise en charge financière - Approbation
56. Bien-être animal - Adhésion aux réseaux professionnels pour l'exercice 2021 - Association des Musées et centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) - Approbation
57. Emploi et création d'entreprises - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier et de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
58. Ville fraternelle et solidaire - Attribution des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Ville fraternelle et solidaire" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
59. Egalité et droits des femmes - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations, Egalité et Droits des femmes" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
60. Accessibilité universelle - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
61. Vie associative et Maisons pour Tous - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
62. Santé - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
63. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions et modification d'attributions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Attribution d'une subvention exceptionnelle - Approbation - Autorisation de signature
64. Ville sportive - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sport et Partenariat sport" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
65. Jeunesse - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
66. Finances - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
67. Questions diverses



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Procès-verbal

L'an deux mille-vingt et un, le quatorze juin, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUNMANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L.2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / excusés :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE.

Monsieur le Maire : Bonjour à tous chers collègues. Bienvenue pour cette séance du Conseil municipal. Avant de donner la parole à Monsieur MANSOURIA pour qu'il procède à l'appel, quelques petites informations de début de Conseil municipal. D'abord, je voudrais en votre nom à tous adresser nos félicitations aux élèves qui se sont impliqués dans ce magnifique projet – Madame MARSALA, vous connaissez bien, comme d'autres, Madame KERANGUEVEN, tous les élus à l'éducation, et maintenant Madame DOMBRE COSTE – *Les mystères de Montpellier*, pendant la Comédie du livre. Donc bravo à eux et bravo à leurs professeurs qui les ont accompagnés pour ce projet. Hélas, au vu du contexte sanitaire, c'était en virtuel, donc ils n'ont pas pu dédicacer, mais l'ouvrage sera abondamment distribué et viendra rejoindre la grande collection des mystères de Montpellier. En tout cas, je vous invite à les découvrir. Comment ne pas se réjouir que les enfants écrivent des livres et que d'autres les lisent ?

D'ailleurs, en parlant d'éducation, vous indiquer que, suite à la délibération qui avait été prise en juillet de l'année dernière, visant à l'achat de vidéoprojecteurs, toutes les classes quasiment – à quelques exceptions près – ont été équipées de vidéoprojecteurs, ce qui permet aux enseignants de faire évoluer leur pédagogie, d'avoir des moyens adaptés. Tout comme l'année prochaine la dotation pédagogique par enfant continuera à augmenter, à la suite de notre choix budgétaire. Elle était à 40,50 euros, elle est passée à 45, et de 45 elle sera à 50 euros. Dans un contexte où les élèves n'ont pas pu beaucoup sortir cette année, ça va pouvoir permettre à tous les professeurs d'engager à l'école primaire et maternelle des dynamiques de projet. Au demeurant, ces jeunes gens connaîtront la gratuité des transports, et donc pour les sorties dans la Ville, dans la Métropole, dans les lieux multiples, que ce soit le musée Fabre, que ce soit le Lunaret, que ce soit tous les lieux à découvrir, l'accès aux transports sera facilité par la mesure de gratuité.

Plusieurs points également : je voudrais dire que la saison culturelle repart. Si on a dû tenir la Comédie du livre en virtuel, le Printemps des comédiens peut se tenir dans le magnifique écrin du Domaine d'O, mais aussi au Centre Dramatique National (CDN), au Kiasma dans la Commune de Castelnau-le-Lez. Pour marquer cette reprise, nous avons eu le plaisir d'accueillir Jack LANG – que j'avais rencontré à Paris en tant que Président de l'Institut du Monde Arabe (IMA), puisqu'on a un partenariat très important avec le festival Arabesques. Mais Jack LANG est l'ancien ministre de la Culture, et je crois que beaucoup d'artistes, de techniciens, de professionnels, qui ont été eux aussi mis à l'épreuve, ont été extrêmement sensibles à sa venue.

Nous avons d'ailleurs échangé avec Edgar MORIN, qui est Montpelliérain, qui est citoyen d'honneur de notre Ville et qui va fêter ses 100 ans. Le pays, le Président de la République, Madame le Maire de Paris vont organiser un certain nombre de manifestations à l'occasion de son anniversaire. Il est considéré comme l'un des plus grands philosophes français vivant. Donc à Montpellier également, fin septembre, il y aura un concert d'hommages par son ami Paco IBANEZ – qui est une très grande figure en Espagne, culturelle et militante. Ce concert aura lieu à l'Opéra Comédie. Nous voulons distinguer ce grand Monsieur, qui parle si bien de la fraternité et de tant d'autres choses.

Autre aspect, dans le cadre de nos délibérations, le tirage au sort est en cours sous l'autorité de Madame SAINT MARTIN, pour les habitants et associations, pour intégrer les Conseils de quartier. Dans le contexte, près de 695 candidatures d'associations et d'habitants ont été reçues, pour 340 sièges à pourvoir. Ces Conseils de quartier seront installés courant juillet.

Autre point – on en parlera avec Monsieur COTE tout à l’heure – sur la vaccination. Évidemment, comment ne pas saluer encore une fois les efforts des agents et de l’ensemble des personnels qui sont mobilisés ? Nous allons déployer à partir de jeudi un « vaccibus », pour aller dans les quartiers : la Mosson, le quartier de la cité Gély, partout où la carte de la contamination du Covid et la carte des hospitalisations – qui a été faite par le Docteur MERCIER du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) – montrent qu’il y a une plus forte vulnérabilité. Nous allons accompagner la vaccination.

Je voudrais également indiquer que j’ai adressé en tant que Maire et Président de la Métropole aux agences et organismes fournissant l’eau et l’électricité aux foyers montpelliérains de cesser les coupures pour impayés. Parfois elles arrivent brutalement. C’est violent et difficile pour les familles les plus fragiles. Ça nous permettra de pouvoir activer au plus vite le Fonds de Solidarité Logement (FSL), c’est le budget de la Métropole qui vient en accompagnement. Je remercie les opérateurs d’y être attentifs. J’avais dans cet esprit reçu les organisations syndicales de l’énergie, qui nous avaient formulées cette demande. Nous y avons accédé. Au début de l’année prochaine, on votera le tarif d’éco-responsabilité sur l’eau, qui est notre compétence.

Voici, chers collègues, quelques informations de début de Conseil, pour un ordre du jour qui appelle un certain nombre d’affaires. Je donne la parole à Sophiane MANSOURIA pour procéder à l’appel. Juste le plaisir aussi – c’était le cas à la Métropole – de pouvoir se retrouver en présentiel. La salle nous permet de maintenir les distances.

Monsieur Sophiane MANSOURIA procède à l’appel.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Le quorum étant atteint, nous pouvons délibérer.

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 14 juin 2021

Monsieur le Maire : Je vous propose d’adopter l’ordre du jour, qui comporte 66 affaires. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire, je voudrais juste revenir rapidement sur ce qui s’est passé lundi dernier en Conseil de Métropole, pour nous mettre tout simplement d’accord sur quelques règles de base pour que les échanges dans nos hémicycles se déroulent au mieux. Vous avez lundi proféré un mensonge à mon égard, en me regardant dans les yeux, dans une instance républicaine, retransmise en direct. Que nous ayons des différends politiques, que vous ne répondiez pas toujours à mes questions, que parfois vous reveniez sans cesse – on va dire – sur le second tour des élections municipales : ça ne me pose aucun problème, vraiment je le redis. Par contre, il y a des lignes rouges à ne pas franchir. Il faut qu’on reste sur le terrain politique. Mes demandes sont donc simples et claires, Monsieur le Maire, c’est que vous procédiez à un démenti, par exemple maintenant, et qu’éventuellement nous organisions une rencontre pour nous mettre d’accord sur quelques règles simples et quelques lignes rouges à ne plus franchir, parce qu’il nous reste cinq ans de débats et d’échanges dans cet hémicycle pour honorer notre démocratie locale. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, il n’y a aucun problème pour que nous organisions cette rencontre, organiser les termes du fonctionnement de cette Assemblée et celle de la Métropole. Je partage complètement votre point de vue. Il faut fixer le temps de parole, il faut définir les modalités d’expression de chacun des élus dans cette Assemblée, d’interpellation.

Il n'y a aucun problème et je suis tout à fait disposé à prendre le temps pour que ce soit le plus efficace possible. Et je partage votre point de vue de la nécessaire hauteur. Parfois, sur les réseaux sociaux, on lit des choses pas très agréables, pas très véridiques, souvent mensongères parfois calomnieuses. Mais ce n'est pas grave.

Je suis revenu et je reviens, c'est vrai, sur le second tour de l'élection municipale qui, comme beaucoup, m'a laissé pantois. Mais il y a un film qui va sans doute raconter cela et on va clore cette séquence des élections municipales – de toute façon, elle est close. D'ailleurs, il y a d'autres scrutins.

Après, c'est sur le fond. Je n'ai absolument aucun problème pour qu'on puisse définir des règles qui participent à élever le débat dans notre Assemblée. Je prends volontiers votre proposition et nous nous verrons – d'ailleurs avec l'ensemble des groupes – pour fixer cela, vous de manière privilégiée aujourd'hui parce que vous le demandez, et avec Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur GUISEPPIN, qui sont les autres groupes, ensuite les groupes de la majorité, pour pouvoir nouer ce dialogue. Il est sûr que si nos assemblées sont apaisées, respectueuses des points de vue, il n'y aura pas de problème. Tout comme nos expressions entre nous, elles doivent porter sur le fond et c'est à cela qu'on doit s'attacher. On y gagnera tous. Je prends très volontiers votre proposition, Madame DOULAIN. J'y vois un signal d'apaisement et je le reçois positivement.

Je vous propose donc de voter.

Alenka DOULAIN : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame, sur le fond de mon propos, vous vous êtes alliée à un candidat. Ce candidat possède un mode de transport – ça, j'en prends acte. Tout comme des fois, vous avez des prises de position. Je pourrais ressortir certains éléments que vous avez utilisés sur Twitter concernant ma propre vie personnelle, qui a justifié une chose, Madame – mais je suis sûr que ça peut-être vous ne le saviez pas – à la veille du deuxième tour des élections municipales, j'ai dû être mis – je ne le savais pas, je l'ai découvert – sous protection de la police et j'ai dû aller voter avec mes enfants sous protection de la police. Vous ne le saviez pas ?

Alenka DOULAIN : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Parce que justement, sur des éléments qui étaient très personnels, sur l'acquisition de mon bien immobilier, de ma vie, vous avez, avec d'autres, publié mon adresse, jeté une suspicion, etc. Ça a été ça, votre alliance. J'ai voté sous protection la police. Moi, ce n'est pas grave. Mais mes enfants, qui traditionnellement m'accompagnent pour le vote, comme le font plein de parents... Voilà, ça s'est passé comme ça.

Votre alliance, elle vous appartient. Elle a été durement jugée à mon sens par les Montpelliérains. Votre tête de liste expliquait, dans un avion qui lui appartient, que ce n'était pas normal de demander le rétablissement de l'impôt sur la fortune. Vous avez fait le choix de cette alliance, vous-même qui manifestez contre l'avion, qui dites aux Montpelliérains qu'il ne faut pas prendre l'avion. C'est aussi simple que ça.

Je partage votre point de vue : il faut très sérieusement pouvoir apaiser les choses. Je vous le dis, je n'en ai jamais fait état, mais là j'en fais état publiquement : à la veille du second tour, par les choix de certains qui ont rendu pantois, et par la violence qui a été utilisée, ça a conduit à cela. Est-ce que vous condamnez cette violence ? J'espère que dans notre entretien, on pourra aborder ce sujet sereinement, vraiment. Et je vous apporterai tous les éléments. Et je ne doute pas que vous condamnerez, vous aurez une prise de position publique. Ça vous honorera. Je vous remercie.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Je suis même prêt à parler de ça avec vous après le Conseil, Madame DOULAIN, avec grand plaisir. Avec grand plaisir : enfin, on se comprend. Avec respect. Évoquer cet épisode-là, ce n'est pas ce qu'il y a eu de mieux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité sur l'ordre du jour.

Monsieur le Maire présente l'ordre du jour qui comporte 66 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 12 avril 2021

Monsieur le Maire : Approbation du procès-verbal du 12 avril 2021. Est-ce qu'il y a des remarques sur le procès-verbal ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 12 avril 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : Synthèse des décisions. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Je reviens juste sur la synthèse des décisions. Il y a une exonération à nouveau pour l'entreprise JCDecaux, concernant cette fois-ci la partie toilettes publiques. Ce coup-ci, ce sont 71 000 euros dont devront se passer les Montpelliéraines et Montpelliérains. On est évidemment à nouveau choqués que notre Ville accepte que l'argent aille toujours chez ceux qui ont déjà les poches pleines. On trouve qu'en ces temps de crise, c'est bien la famille de Jean-Claude DECAUX, une des plus grandes fortunes de France – accusée par ailleurs d'évasion fiscale – qui devrait être solidaire des Montpelliérains, et non pas l'inverse. Je ne prendrai qu'un chiffre pour rendre ça concret : c'est qu'à un moment donné, si on cumule l'ensemble des chiffres, il y aura plus d'argent qui aura été mis sur les exonérations JCDecaux en 2021 que sur celles qui seront injectées dans le plan de pauvreté. Face au scandale de la première exonération, vous aviez organisé une petite opération de communication avec la multinationale, pour un petit peu faire descendre la pression, que des artistes notamment Montpelliérains souhaitent exposer sur les panneaux publicitaires de notre Ville – évidemment sans les rémunérer puisqu'on sait que les artistes vivent d'amour et d'eau fraîche. Ma question est donc simple : allez-vous renouveler cette opération de compensation sur cette nouvelle exonération et afficher par exemple des artistes Montpelliérains au fond des cuvettes des toilettes publiques rémunérées par JCDecaux ? Merci pour votre réponse.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, ce n'est pas une bonne idée d'afficher les artistes au fond des toilettes, donc je ne la retiendrai pas. Le service n'a pas été rendu puisque pendant le confinement, il n'y a pas eu de prestations qui ont été opérées – ça vaut pour plein d'opérateurs – voilà la raison. Ensuite, l'opération Art Station est appréciée des artistes qui exposent. D'ailleurs, je m'en réjouis parce qu'elle a été reconduite et elle a lieu en ce moment. En outre, je vous l'annonce, je ne pensais pas qu'on en aurait besoin, mais nous avons dans cette dotation d'exonération à JCDecaux, nous avons dialogué, il y a cette expression, et 100 000 euros ont été versés au fonds Guilhem du CHU, à notre demande, par cette entreprise en soutien au projet des soignants.

Clothilde OLLIER : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame OLLIER, vous avez fait une question. Je la traite en fin de séance. Bien sûr, on y répondra. Est-ce que c'est sur le sujet des affaires ? Alors non. On respecte l'ordre du jour, Madame OLLIER. Merci beaucoup.

Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.

1. Ville fraternelle et solidaire - Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature

M. Abdi EL KANDOUSSI entre en séance avec le pouvoir M. Philippe SAUREL.

Monsieur le Maire : Affaire n° 1. Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Il s'agit de voter la deuxième année du plan pauvreté qui lie la Ville à l'État, avec deux orientations essentielles mises en œuvre sur les 31 mesures. Ces orientations, c'est construire des parcours qui mènent de la grande pauvreté à l'autonomie, d'où le fait qu'on intervienne dans tous les dispositifs qui permettent d'accompagner les publics dans leur très grande difficulté pour démultiplier les actions et les sortir de la rue, les amener dans un logement précaire puis dans un logement un peu plus stable, etc.

Deuxièmement : renouveler, moderniser nos outils et optimiser à l'aide du plan pauvreté – qui ne durera que trois ans – sur plusieurs années des outils. Je voudrais en donner un exemple, en optimisant nos moyens. On a sur la Ville 17 clubs de l'Âge d'or, qui fonctionnent de 9 heures du matin à 17 heures le soir. Certains sont équipés de cuisines semi-professionnelles. On va prendre 5 des clubs de l'Âge d'or, on va créer des cantines populaires – on bénéficie de l'équipement, il y a synergie. Les repas auront lieu de 19 heures à 21 heures. Ils seront disséminés dans cinq quartiers de la Ville. Si ça marche, on essaiera de l'étendre à deux Maisons pour Tous, mais le but c'est d'éviter que les gens qui vivent à l'hôtel, placés en urgence, reviennent en centre-ville pour accéder à de la nourriture. C'est éviter que les Sans Domicile Fixe (SDF) qui sont dans certains quartiers n'aient à se redéplacer pour revenir en centre-ville. Ce sont sept cantines populaires à terme. Elles nous permettront réellement de couvrir tout le territoire et d'avoir un outil.

Nous avons un autre projet derrière la nourriture. C'est de construire une cantine populaire que nous pourrions louer une heure, deux heures, pour 1 euro symbolique, à des familles qui sont hébergées en hôtel. C'est un projet auquel tient l'État depuis longtemps. Pourquoi ça ? Parce que les familles qui sont à l'hôtel, on découvre tardivement que les femmes, leur appartenance à la famille, c'est de faire la nourriture, comme dans leur pays dont elles sont originaires et de l'offrir à l'ensemble des membres de la famille. Or en hôtel, vous savez ce qu'il y a, il y a au mieux une plaque pour réchauffer quelque chose, et au pire rien. On a découvert ce besoin avec le fonctionnement du centre d'hébergement de la Croix Rouge rue Abbé de l'Épée. Ils avaient fait une cuisine pour nourrir les quarante familles et en fait ils ont découvert que les familles préféraient organiser des tours de rôle pour faire de la cuisine à destination d'abord de leur famille et puis ensuite la partager avec les autres familles, ce qui fait qu'il y a un lien social qui s'est créé autour de la production alimentaire, avec des échanges entre les différentes familles. Ça c'est positif parce que ça met les personnes sur le « vivre » en faisant quelque chose, et sur ce « faire quelque chose », on peut prendre appui pour ouvrir la question de l'accès aux droits et aller plus loin.

Ce sont nos deux orientations fondamentales : construire des parcours pour que les gens ne soient pas abandonnés dans le besoin et dépendants de la solidarité et uniquement confinés à la dépendance, construire des parcours pour en sortir ; et deuxièmement, profiter de cette opération pour renouveler, moderniser nos outils et optimiser nos moyens.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur CALVO. Je vous propose d'ouvrir la discussion, s'il y a des demandes de prise de parole. Madame OLLIER, puis Madame DOULAIN.

Clothilde OLLIER : Je me réjouis de ce plan pauvreté. C'est une bonne idée. La meilleure base pour agir sur un plan pauvreté, c'est bien de ne pas créer de nouveaux pauvres et bien de lutter en amont contre la grande précarité.

Vous avez signé le 3 juin un arrêté qui condamne à la fermeture 80 commerces. Pourtant, vous vous êtes prononcé être pour le commerce de proximité et aider nos épiceries et nos commerces. Vous condamnez les épiceries de nuit, qui sont au nombre de 80 sur la Ville, à fermer à 21 heures. Fermer à 21 heures pour une épicerie de nuit, vous comprendrez bien que ça n'a pas de sens. Vous comprendrez bien que ces épiceries, ça ne les amuse pas les personnes qui ont monté ces épiceries-là – elles le font en général en famille – elles le font parce qu'elles sont en difficulté, qu'elles n'ont pas les moyens de faire des études. Mais elles économisent pour acheter des épiceries et faire travailler toute la famille. Ce sont en général deux familles complètes qui vivent grâce à ces épiceries. Leur demander de fermer à 21 heures, c'est les condamner à fermer définitivement – vous le savez j'imagine. Ce que j'ai du mal à comprendre, c'est qu'on autorise derrière Casino – qui a des caisses automatiques – à ouvrir h24, qu'on autorise le Monoprix de la Comédie à ouvrir aussi jusqu'à 22 heures, alors que nos commerces de proximité...

Je rappelle, 80 commerces, 160 familles qui sont pris à la gorge, qui sont en très grande difficulté financière, et qui vont fermer à cause de cet arrêté, puisque vous comprenez bien qu'une épicerie de nuit arrive à travailler et à vivre à partir de 21 heures. On a une ville étudiante, on a une ville qui est dynamique, on a une ville où il y a toujours eu des épiceries de nuit. Quelle idée saugrenue de demander à ces personnes de fermer ! Elles vont fermer définitivement, je vous l'ai dit. Elles vous ont lancé un cri d'alerte ce matin ; il y avait 40 personnes devant la Mairie. Il y avait des enfants, il y avait des femmes, des hommes qui crient leur désespoir. Je vous invite à aller les rencontrer, à discuter avec eux. C'est terrifiant, ce qu'ils vous expliquent. Ils vont tous fermer. Ils sont pris à la gorge. J'ai vu l'état de leurs finances. Ils sont en grande difficulté. Je vous demande de bien vouloir retirer cet arrêté pour pas qu'on ait 80 commerces de proximité de plus qui ferment. On a déjà eu des commerces qui ont fermé, donc c'est bien le moment d'agir et de les aider. Il s'agit d'agir concrètement et de retirer cet arrêté. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, chers collègues, évidemment je rejoins les propos de Madame OLLIER, face à la situation très saugrenue que vous avez créée sur cet arrêté.

Je ne vais pas revenir, parce que je suis déjà intervenue en Conseil de Métropole, sur le plan de pauvreté. Évidemment, je soutiens les actions, voterai pour. J'ai cependant déjà quand même pointé le fait que pour moi les montants n'étaient pas du tout à la hauteur des enjeux. 300 000 euros de la Métropole, 200 000 euros de la Mairie, on le sait, ce n'est pas suffisant.

Mais ce qui m'a fait quand même intervenir aujourd'hui, c'est que je suis tombée, dans les décisions hors Conseil, sur la n°VD2021-339, qui est relative à la mission de gardiennage des anciennes archives. Pour rappel – pour celles et ceux qui ne feraient pas le lien – les anciennes archives, c'est là où se situe l'ancien lieu de vie Luttopia, qui a hébergé bénévolement pendant des années des personnes sans abri, et dont la quasi majorité aujourd'hui des anciens résidents sont dans des hébergements temporaires, dans des lieux d'hébergement d'urgence et/ou des hôtels. Comme j'aime bien – vous le savez – la pédagogie des chiffres, Monsieur le Maire, on apprend dans cette décision que 200 000 euros sont prévus pour la surveillance des archives pour, je cite, « *éviter de nouvelles intrusions* ». Dans les faits, ces 200 000 euros sont attribués à une société qui embauche une équipe de deux maîtres-chiens, qui sont payés au SMIC, pour surveiller 24 heures sur 24 le bâtiment. Même si je comprends bien que vous souhaitez récupérer le bâtiment pour les nouveaux usages qui sont prévus, je trouve cela bien ironique d'apprendre que notre Ville mette autant d'argent pour empêcher que des personnes qui dorment à la rue puissent occuper un logement vide, que pour l'ensemble du plan de pauvreté. Ces deux chiffres, je trouve, sont assez à l'image de votre politique.

Du coup, j'avais juste une petite question. Pendant la campagne, vous vous étiez engagé à la construction d'une école sur ce lieu. Je voulais savoir où ça en était de ce projet ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Madame DOULAIN, vous vous arrangez avec les chiffres. C'est bien de vouloir faire de la pédagogie, mais vous avez lu rapidement. La Ville investit 500 000 euros chaque année. L'État, 500 000 euros. 1 184 000 de report du précédent [exercice] sur cette année. Le plan pauvreté fait 1 194 000. Vous pouvez comparer aux 200 000, mais faites la vérité des chiffres.

Dernier point : la politique sociale de la Ville ne se réduit pas au plan pauvreté. Quand on fait le repas à 50 centimes pour les familles monoparentales et les familles des bidonvilles, on aide durablement ces familles-là et ça ne passe pas par le plan pauvreté. Quand on fait la gratuité dans les transports, on aide ces familles-là, ça ne passe pas par le plan pauvreté. Quand on crée une carte d'accès pour les jeunes au sport et à la culture, on aide ces familles-là, ça ne passe pas par le plan pauvreté. Je vais arrêter parce que toutes les mesures, on les distille au fur et à mesure. La politique sociale de la Ville n'est pas réductible au plan pauvreté. Le plan pauvreté concerne la très grande pauvreté, pour ceux qui sont SDF et les gens qui ne peuvent pas accéder aux logements d'urgence et aux logements. Ça c'est pour aider une population spécifique. Mais il y a des tas d'autres mesures de notre politique qui alignent des millions et qui interviennent sur la pauvreté et la redistribution sociale.

Monsieur le Maire : Monsieur COTE.

Sébastien COTE : Monsieur le Maire. Madame OLLIER, je reviens sur cet arrêté qui régule les épiceries de nuit. Vous dites que nous fermons les épiceries de nuit. Évidemment, c'est absolument faux puisque nous demandons à ces épiceries de nuit, quatre nuits par semaine, de 22 heures à 6 heures du matin, de cesser de vendre de l'alcool et d'occulter le rayon en question.

Effectivement, trois nuits par semaine, les jeudi, vendredi et samedi soir, nous leur demandons de fermer purement et simplement. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous avons pris un arrêté en août 2020 qui demandait à l'ensemble des commerces du centre-ville, de tous les quartiers qui sont identifiés dans l'arrêté, de cesser de vendre de l'alcool de 22 heures à 6 heures du matin, avec obligation d'occultation du rayon.

Force est de constater – je tiens à votre disposition les statistiques de la police municipale, de la police nationale, les relevés d’infractions très nombreux – que ça n’est pas exécuté, que l’alcool est vendu très massivement dans la nuit à Montpellier, et pour tous ceux qui ont vécu l’été dernier dans notre centre-ville et dans certains quartiers, notamment autour du bassin Jacques-Cœur, avec des conséquences terribles en matière de tranquillité publique, d’ordre public, de propreté dans la Ville, et bien évidemment des conséquences en termes de santé publique qui sont absolument terribles.

Je leur ai dit et nous l’assumons pleinement : le centre-ville de Montpellier et l’ensemble des quartiers identifiés ne sont pas des bars à ciel ouvert. Montpellier est certes une ville étudiante, mais je vous laisse la responsabilité de laisser libre cours à la consommation d’alcool sur la voie publique. Ce n’est pas la voie que nous choisissons. Nous choisissons de mettre d’abord la priorité sur la tranquillité publique, et je vous invite à dialoguer aussi avec l’ensemble des riverains des quartiers concernés. Vous seriez étonnée par l’ampleur des nuisances que la consommation d’alcool générée par les épiceries de nuit provoque dans ces quartiers. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Je voudrais juste compléter. Au demeurant, à l’heure où nos bars et restaurants rouvrent – et pour lesquels ça a été très difficile – qu’on consomme du vin, qu’on consomme un apéro entre amis, entre copains, il y a l’ensemble de ces établissements que nous avons accompagnés par des extensions de terrasses, dans le respect des gestes barrières. Je veux dire ici qu’elles sont d’ailleurs exonérées, ces terrasses, jusqu’au 30 juin, pour permettre de recréer de la trésorerie et de pouvoir embaucher. Ces établissements, de par la loi, ils sont responsables de leur clientèle et ils participent aussi au dialogue avec l’Institution pour les enjeux de de tranquillité publique.

Dernier point sur lequel on a été interrogés. Effectivement, il y a beaucoup de marchés de gardiennage. Je le constate et je le déplore parce que, quand je suis arrivé en responsabilité, ces dépenses étaient de l’ordre de 2 millions d’euros de gardiennage. Ça dit des choses, ça dit qu’il faut aller plus vite dans la réalisation des projets, pour qu’on puisse avoir des affectations. Il y a de ce point de vue beaucoup de travail. Dans ce gardiennage, il y a aussi la sécurisation de l’Hôtel de Ville, de la Métropole, pour Vigipirate sur un certain nombre d’opérations que tout le monde peut comprendre. Ensuite, sur le squat des Beaux-arts, nous on est quand même très heureux – et je veux ici saluer Michel CALVO, Maryse FAYE, tous les acteurs qui se sont mobilisés là-dessus – que cette situation soit réglée. Je crois qu’il faut se faire écho de ce qui s’est dit dans ce Conseil municipal, c’est-à-dire un vote unanime pour saluer une résolution digne, partenariale, des situations des personnes. Le but, ce n’est pas d’avoir de nouveaux squats – le squat, ce n’est pas la norme. Evidemment, il y en a certains qui cherchent à créer de nouveaux squats. Là, le site est sécurisé, dessus, il y aura des projets. Il y a d’ores et déjà un projet qui existe de longue date, qui va pouvoir arriver, qui est une construction de logements, notamment de logements sociaux. C’est un opérateur qui s’appelle FDI.

Ensuite, sur les projets d’école, nous y reviendrons à la rentrée pour voir la démographie scolaire dans ce secteur de la Ville – il apparaît qu’il y a l’école sur l’ancien conservatoire qui va arriver – donc pour voir quelle est l’offre scolaire en termes de formation, et c’est à cette occasion-là qu’on pourra commencer à faire les premières prévisions. Il est vrai que dans cet endroit, j’avais un engagement d’un établissement scolaire. On voit par rapport au redimensionnement des classes dans ce secteur. Sinon, de toute façon, il y aura un appel à projets rapidement, parce que nous ne voulons pas consacrer de l’argent au gardiennage. Le montant que vous avez donné – je vous invite toujours à la rigueur des chiffres – vous ne le saviez peut-être pas, mais c’est le montant maximum. L’intérêt n’est pas de consommer ces crédits. On en a effectivement besoin pour l’ensemble des politiques, soit de soutien à la vie associative, soit de solidarité.

Je mets aux voix qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité, donc.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Dominique DELAVEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

2. Emploi et création d'entreprises - Engagement de la Ville de Montpellier dans le projet Territoire Zéro Chômeur de longue durée - Année 2021- Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 3, Monsieur COTE, sur une relation avec l'ARS, sur des sujets financiers mais surtout partenariaux, pour... Pardon, excusez-moi, je vais un peu vite. Il ne faut pas "squeezer" le point 2, Monsieur LAOUKIRI, puisque c'est l'adhésion au dispositif territoire zéro chômeur, qui a fait l'objet de nombreuses discussions. Je tiens à remercier l'ancien-député, Président de l'association, Laurent GRANDGUILLAUME, qui est venu à plusieurs reprises à Montpellier. Vous-même, pour la Ville, vous avez participé à un certain nombre de réunions nationales en visioconférence, pour arriver à cette délibération que je vous propose de nous présenter.

Mustapha LAOUKIRI : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Il s'agit aujourd'hui juste de voter, à travers cette délibération, deux actes importants. Le premier, c'est l'engagement de la Ville à l'expérimentation territoire zéro chômeur, et le second, c'est l'adhésion à l'association Territoires zéro chômeur. Mais je vais vous expliquer rapidement ce qu'il en est.

La logique de l'expérimentation territoire zéro chômeur tient en un triptyque :

- Personne n'est inemployable, tout le monde a le droit à un emploi ;
- Il existe des besoins sociaux, économiques, environnementaux non satisfaits ou non couverts ;
- Le chômage coûte cher (coûts directs et induits). C'est ce qu'on appelle les dépenses passives. L'activation des dépenses passives pour créer autant d'emplois utiles que nécessaires pour résorber le chômage sur un micro territoire, *a priori* dirigé vers cette expérimentation.

Les objectifs : c'est proposer un nouveau modèle de création d'activités et d'emplois, complémentaire aux politiques de l'emploi et de l'insertion pour lutter contre le chômage ; évaluer l'impact sur les territoires et sur les personnes inscrites dans ce territoire en tant que demandeurs d'emploi de longue durée ; et vérifier la viabilité économique des entreprises à but d'emploi. Ça c'est le point le plus important à mon sens, puisque l'expérimentation ne bénéficie d'une aide financière de l'État que sur une durée très courte, à savoir cinq ans. Donc ça c'est le point le plus important.

Le travail, il est super important, sur ce qu'on appelle la fabrique du consensus. C'est une organisation collaborative du projet. Mise en place d'un Comité Local pour l'Emploi (CLE). Et l'objectif final, si on est labellisé par l'État, c'est la création d'une ou plusieurs Entreprises à But d'Emploi (EBE). Le cahier des charges n'étant sorti que vendredi matin, c'est ce cahier des charges qui va définir les contours de la réponse à notre expérimentation. Ce cahier des charges dénote un point important : c'est un territoire – une EBE. Ce qu'on pouvait faire avant, c'était plusieurs EBE sur un seul territoire.

Le CLE, nous y avons déjà travaillé avec les membres du cabinet Ville et Métropole, ainsi que mon binôme Henri ROUILLEAULT, ancien Directeur de l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT) – que je remercie vivement pour toute sa contribution.

Nous avons rencontré, justement, pour la mise en place de ce CLE, le Pacte du pouvoir de vivre, qui est composé d'un certain nombre de syndicats, d'associations de lutte contre la pauvreté tels qu'ADT Quart Monde ; nous avons rencontré la Maison des chômeurs, nous avons rencontré l'association GAMMES, deux entreprises d'insertion par l'activité économique. Nous sommes en train d'essayer de monter justement l'animation de ce CLE, qui est super important dans la mesure où – même si je ne le souhaite pas, si nous mettions du temps à le mettre en place, en tout cas être validé sur l'EBE – cela va nous donner un diagnostic très fort du territoire qui sera choisi, sur les besoins de la population, et identifier les demandeurs d'emploi privés d'emploi depuis plus d'un an – puisque c'est comme ça que le cahier des charges le définit – cela va nous permettre d'apporter un diagnostic. Nous pourrions rediriger vers l'ensemble des acteurs de l'insertion par l'activité économique, les chambres consulaires dans la création de l'activité, nous pourrions travailler avec, une régie de quartier – éventuellement si jamais demain elle voit le jour – ou ce qu'on appelle les Structures d'Insertions par l'Activité Economique (SIAE).

L'objet aujourd'hui c'est d'approuver à travers cette délibération la volonté de la Ville de participer à l'expérimentation territoire zéro chômeur, adhérer à l'association Territoires zéro chômeur pour 500 euros par an, nous inscrire dans la visibilité du territoire en tant que projets émergent. Nous avons raté la dernière Assemblée Générale (AG), mais l'AG prochaine de Territoires zéro chômeur ne saurait tarder, ce qui va nous permettre de partager l'expérience et l'accompagnement. Pourquoi pas derrière développer – si nous sommes retenus – cette expérimentation sur d'autres territoires. Préparer la candidature de Montpellier, engager un travail avec les partenaires institutionnels, associatifs, économiques pour mettre en place un CLE, ce qui est déjà mis en place depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, préciser le territoire d'expérimentation et identifier les personnes durablement privées d'emploi volontaires et les actifs, les activités ou les travaux utiles. L'objectif : une candidature à l'appel à projets national en 2022. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur LAOUKIRI, pour cette présentation de la démarche et du calendrier. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame LABOURIER, Madame DOULAIN. Madame LABOURIER.

Flora LABOURIER : Chers collègues. Puisqu'il est devenu d'usage de renvoyer Mohed ALTRAD et son équipe systématiquement au second tour des élections, permettez-moi de revenir quelques instants sur le premier tour, puisque nous étions, avec l'équipe conduite par Mohed ALTRAD, les premiers à avoir proposé cette mesure. Nous étions alors satisfaits de constater que nous avons été suivis par d'autres candidats. Effectivement, dans un contexte particulier de crise sanitaire – dont on ne connaît pas encore pleinement les conséquences, on les mesure en termes social et économique, mais on ne les mesure pas encore – et tenant le taux de chômage assez élevé à Montpellier, il est certain que cette mesure est tout à fait bienvenue et pertinente. Avec mes collègues, Monsieur GUISEPPIN et Monsieur JAWHARI, nous soutiendrons cette mesure, en cohérence avec nos engagements du premier tour. Comme l'a dit notre collègue, il est essentiel de rappeler qu'on n'est pas condamné à rester au chômage, même quand on est inscrit de manière durable et depuis longtemps. Chacun dispose de savoir-faire ou est en capacité de les acquérir. Cette mesure est très intéressante et importante. Nous la soutiendrons, parce que la volonté politique est essentielle en matière de lutte contre le chômage. Nous vous soutiendrons, en cohérence avec nos engagements du premier tour, dont nous sommes fiers et que nous portons avec force aujourd'hui.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame LABOURIER. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, chers collègues. Évidemment, il est important de se rappeler régulièrement que nous sommes des élus d'une ville qu'on peut qualifier de sinistrée sur la question de l'emploi, et où le taux de pauvreté atteint évidemment des niveaux qui sont intolérables. Sur la question de l'emploi, et je pense qu'on sera d'accord, il faut du volontarisme, du courage et de l'imagination, il faut être prêt à rompre avec les vieilles recettes qui n'ont pas fonctionné sur notre ville. Je crois qu'on était d'ailleurs plusieurs listes à porter cette mesure, et donc évidemment nous voterons pour aujourd'hui, sur ce territoire zéro chômeur de longue durée.

Je tenais néanmoins à pointer plusieurs choses. J'ai l'impression qu'il y a un petit peu deux poids deux mesures. J'ai compris que le cahier des charges était sorti vendredi, mais si on se compare par exemple à nos voisins du Lodévois Larzac, ils ont déjà créé l'association de préfiguration, il y a déjà une grande mobilisation des acteurs locaux pour lancer ce territoire ; donc je suis un peu étonnée. J'ai l'impression que, quand vous avez été élu, trois jours après, il y avait le Copil pour créer le nouveau stade, qui ne va pas servir les Pailladins. Et là il faut attendre un an pour voter qu'on adhère à une association et lancer le processus. J'ai juste l'impression qu'il y a un petit décalage par rapport à l'urgence de la situation.

Ma question porte aussi sur le fait que j'ai l'impression que vous ne mentionnez plus les Hauts de Massane comme territoire visé pour ce dispositif. Rappelons-nous : c'est le quartier le plus abandonné depuis des dizaines d'années par nos responsables politiques. Donc je voulais savoir si ce quartier est bien toujours celui qui est prévu pour ce territoire d'expérimentation ?

Je voulais aussi vous faire savoir ma volonté d'intégrer le CLE. Vous le savez : je porte ce sujet de transition écologique et sociale depuis des années, je serais extrêmement heureuse de pouvoir participer à ce comité et m'assurer de son dynamisme dans les mois et les années qui viennent.

On le sait aussi : je pense qu'il pourrait être intéressant d'organiser une projection du documentaire *Nouvelle cordée* de Marie-Monique ROBIN, parce que je crois qu'il permettra vraiment à ceux qui pourront le visionner – et je pense qu'il serait important que l'ensemble des élus le voit – de voir à quel point il y a du travail mais pas d'emploi, à quel point aussi dans notre pays le chômage de longue durée est une machine à broyer la dignité humaine, et à quel point il faut agir très vite sur ce sujet.

Je voulais aussi souligner le fait qu'évidemment cette expérimentation, on s'en doute tous, ne suffira pas à régler le problème du chômage de longue durée, et qu'il y a aujourd'hui d'autres mesures et initiatives transpartisanes qui se développent en France. Notamment la garantie à l'emploi vert – que beaucoup élus du Parti socialiste soutiennent d'ailleurs – et que pour l'instant vous n'avez pas souhaité soutenir, ou vous ne vous êtes pas exprimé pour. Je voulais savoir comment massifier aujourd'hui ce dispositif, de manière générale ? Et les leviers qui consistent à vraiment prendre en charge cette question du chômage de longue durée, et se dire qu'on peut en partie le résoudre parce que des emplois créés dans la transition écologique, dans les métiers du lien, il y en a tellement, et notre ville et nos habitants en ont tant besoin. Merci pour vos réponses.

Mustapha LAOUKIRI : Madame DOULAIN, effectivement, Lodévois Larzac a fait acte de candidature, mais ça ne veut pas dire qu'on est très en retard, loin de là. Céline POUJADE, du Coorace Occitanie – avec qui j'échange assez régulièrement – qui fait partie de ce qu'on appelle les grappes territoriales pour le territoire zéro chômeur, nous donne un élément important dans la temporalité. Comme c'est porté politiquement par une collectivité territoriale, entre le moment où on déclare la candidature et le moment où l'EBE est validé ou pas, ce sont douze mois, grosso modo, quand c'est porté politiquement par une collectivité. Pour Lodévois Larzac, ce n'est pas une collectivité qui le porte, c'est une association en externe, et ce sont vingt-quatre mois – le double. Ce sont les chiffres des grappes territoriales pour l'association Territoires zéro chômeur.

Secundo, effectivement on a peut-être pris un léger retard dans l'annonce de la candidature, mais ce n'est pas ce qui est important. Ce qui est important, c'est d'être en adéquation avec le cahier des charges. Et le cahier des charges – vous l'avez dit et rappelé – n'est sorti que vendredi, et il modifie un certain nombre de points. Si on avait avancé beaucoup plus vite que la remise en place de ce cahier des charges, je pense qu'on aurait commis quelques erreurs, notamment sur le nombre d'habitants par rapport au territoire et le nombre maximum – même si effectivement c'est adaptable – le nombre maximal de demandeurs d'emploi de longue durée sur un territoire, qui est aujourd'hui évalué à 400.

Les Hauts de Massane : je laisserai Monsieur le Maire répondre là-dessus.

Sachez que nous avons bien avancé sur la composition du CLE, effectivement qui sera composé aussi d'élus de la Ville et de la Métropole. Aujourd'hui cette candidature est obligatoire dans le cahier des charges. Nous le savions puisque nous avons échangé avec justement ces grappes territoriales, avec Isabelle PORTOVEGA et Céline POUJADE. Il est important de faire la fabrique du consensus, donc de prendre le temps de faire bien les choses et de consulter tout le monde avant de lancer la candidature de la Ville de Montpellier. Jetez un coup d'œil sur le cahier des charges et vous allez voir que sur le territoire – je crois que c'est le point n° 2 ou le point n° 3, il y a un alinéa qui est super important – quand la collectivité déclare son intention, quand c'est une Ville c'est une chose, quand c'est une Métropole, c'en est une autre. Ça, c'est un petit peu la réponse à pourquoi prendre le temps de faire les choses sereinement, sûrement, mais en tout cas de les faire bien. Voilà ce que je voulais vous dire, Madame DOULAIN.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LAOUKIRI. Sur le périmètre, en fait nous ne nous interdisons pas – on est ici dans la Ville de Montpellier, mais – évidemment de dépasser les frontières communales, et la Commune de Grabels peut être ici un partenaire très précieux. C'est ça qui est en jeu. La difficulté, la détresse, l'exclusion ne regardent pas beaucoup les frontières, il faut qu'on puisse travailler ensemble. Monsieur le Maire de Grabels – que je remercie – est évidemment mobilisé, celui de Saint Georges d'Orques aussi. Enfin, il y a un certain nombre d'acteurs prêts à travailler ensemble.

C'est un dispositif supplémentaire qui a fait ses preuves, territoire zéro chômeur, dont nous nous dotons pour essayer d'agir face à cette question si difficile de ceux qui n'ont pas de travail, et notamment qui sont victimes du chômage de longue durée, pour lequel les slogans ne règlent aucun problème. Parce que c'est souvent une spirale très, très longue qui a conduit à être chômeur de longue durée. Ça peut être le fait d'accident de la vie, de difficultés à trouver du travail même dans des petites formes. Ce sont des choses qui sont très dures et qui commandent beaucoup d'humilité dans la démarche.

Zéro chômeur, ça a fait ses preuves. Alors, est-ce que ça va sortir tous les chômeurs de longue durée ? Ce serait une trop forte promesse que de dire ça. Mais si par le travail multi-partenarial, on arrive à sortir de cette spirale de l'exclusion un certain nombre d'habitants, ce sera une très bonne nouvelle. Madame LABOURIER, je crois à la force des idées comme vous, et merci de votre intervention. C'est un dispositif de plus, c'est un dispositif qui a fait ses preuves.

Sur la question de l'emploi, beaucoup est à faire, beaucoup reste à faire. Quand nous avons voté à la Métropole la garantie congrès, nous sommes à 40 événements que notre territoire va accueillir. C'est de l'emploi pour tout le secteur de l'événementiel, de l'hôtellerie, de la restauration – qui a été durement impacté. Quand, dans les budgets de la Ville et de la Métropole nous avons fait le choix d'augmenter de 30 % l'investissement par rapport au précédent mandat, c'est précisément pour être aux côtés de la relance et de mobiliser le maximum de crédits pour donner de la lisibilité aux entreprises qui doivent recruter ou qui peuvent et qui doivent préserver l'emploi.

Nous avons ensuite un gros chantier qui nous attend – et il faut se le dire, dont territoire zéro chômeur est une des composantes – c’est la remobilisation vers l’emploi. Il y a là un enjeu essentiel pour nous sur le territoire : c’est de pouvoir travailler ensemble. Parce que les politiques d’insertion sont au Département, les politiques de solidarité sont au Département et à la Commune, au CCAS, avec ces agences-là. La formation professionnelle est à la Région. On a un enjeu partenarial qui est essentiel. Nous devons pouvoir, de manière apaisée, conduire les tours de table qui permettent de construire des politiques publiques, qui permettent de remobiliser vers l’emploi, qui nous permettent aussi de travailler sur les jeunes qui sont très fortement impactés dans un certain nombre de quartiers populaires de la Ville, où il y a un boulot immense, un chantier immense qui nous attend tous, et toutes les bonnes volontés sont les bienvenues, sur les stages de troisième, qui parfois jouent un rôle de déterminisme social. Madame DUFOIX, Madame HART, qui connaissent parfaitement les associations de lutte contre l’exclusion, puisqu’elles en ont été des responsables, des dirigeantes, qui fragilise la réussite des jeunes, des jeunes qui, avec une petite qualification, sortent du marché, ne trouvent pas de travail et se retrouvent dans une spirale d’échec. Nous devons pouvoir y travailler. Ce chantier-là aura lieu entre la Métropole et la Ville à partir de l’année prochaine, parce qu’il faut qu’on continue à interroger nos modèles pour être bien plus efficaces sur ce sujet. Et puis il faut travailler l’attractivité du territoire pour créer de l’emploi, dans nos forces : la médecine, l’alimentation, les Industries Culturelles et Créatives (ICC), les énergies renouvelables, qui sont un champ d’activité en plein déploiement. D’ailleurs, tous pourraient effectivement prendre cette mesure de l’emploi dit vert, qui accompagne la transition écologique et solidaire.

Là nous posons un dispositif nouveau, qui a fait ses preuves. On le prend avec beaucoup d’humilité, parce qu’il faut qu’on puisse dire aux gens, il faut qu’on soit bien clair : le dispositif s’appelle territoire zéro chômeur ; on ne va pas faire croire aux gens que, d’un seul coup, on va pouvoir donner du travail à tous. Ça, ce sont de faux espoirs. Il faut beaucoup de sérieux, il faut beaucoup de méthodes, beaucoup de patience. Les travailleurs sociaux, les travailleurs de l’insertion le savent : c’est extrêmement difficile. En tout cas, là, c’est un étage supplémentaire. D’autres arriveront et ce sera l’objet de délibérations, notamment au Conseil de Métropole, parce que la dynamique d’insertion est clairement à renforcer. Je précise aussi que nous retravaillons sur tous les marchés publics pour que, là aussi, les mécanismes d’insertion soient pleinement présents. Que des entreprises prennent pleinement leur part, c’est très bien, mais il faut inciter davantage.

Je voudrais enfin dire, même si ça va aller un peu à rebours, que dans ces difficultés, il y a une bonne nouvelle : c’est qu’en ce moment, justement, l’hôtellerie et la restauration font part de leurs difficultés à recruter ; donc il faut former, il faut accompagner. Là le territoire peut jouer un rôle. Si vous êtes allés rencontrer des restaurateurs, ils disent tous « *on a du mal, on a des difficultés à recruter* ». Le travail qui fut initié par la Région, notamment avec le lycée hôtelier Georges-Frêche, joue un rôle extrêmement important. Mais ce secteur aussi du tourisme est un secteur très porteur d’emplois et qui peut être un des espaces de remobilisation vers l’emploi pour des gens qui en sont éloignés.

Je vous pose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? C’est une très belle unanimité. Merci du soutien.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

3. Protection de la population et tranquillité publique - Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) - Financement des dépenses liées à un centre de vaccination dédié au Covid-19 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Maintenant, Monsieur COTE, sur la vaccination et nos demandes auprès de l'ARS. L'occasion de présenter le travail qui a été accompli en cette Mairie sur ce dossier.

Sébastien COTE : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Effectivement, l'objet de cette délibération, c'est une demande de conventionnement entre la Ville et l'ARS dans le cadre du financement du centre de vaccination de grande capacité que nous avons ouvert au sein de l'Hôtel de Ville. L'occasion quand même de revenir sur ce qui est une contribution majeure de la Ville de Montpellier à la lutte contre la pandémie et qui, de l'avis général de tous ceux qui y passent, est une véritable réussite. Ce centre a été ouvert le 15 avril dernier à la salle des rencontres de l'Hôtel de Ville, il est ouvert 7 jours sur 7. À ce jour, nous vaccinons – il faut quand même le savoir – en moyenne 200 à 250 personnes par heure, ce qui nous fait un total de 2 000, et pratiquement maintenant 2 100 vaccinations jour. Vendredi 4 juin, nous avons célébré la 50 000^e personne vaccinée et c'était effectivement un moment très agréable pour la Collectivité de voir à quel point les services de la Ville – et ça il faut vraiment le souligner – sous le pilotage du service communal d'hygiène et de santé, sont engagés.

L'occasion aussi de rappeler l'importance de la coordination. Je pense que, Monsieur le Maire, c'est une marque de fabrique du mandat actuel. La certitude que, face à de grands défis, nous ne pouvons pas rester repliés sur nous-mêmes et qu'il nous faut, partout et tout le temps, aller, coordonner, chercher les bonnes volontés. Je souhaiterais les citer, parce que je pense que c'est important : la Préfecture de l'Hérault, l'ARS Occitanie, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, bien évidemment le SDIS 34, le Secours infirmier, la Croix rouge française et le CHU de Montpellier, qui ont tous contribué à la concrétisation de ce dispositif. C'est le sens de cette délibération, puisque compte tenu des moyens que nous engageons, il est possible de demander à l'ARS un remboursement partiel des fonds qui ont été engagés. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur COTE. Est ce qu'il y a des questions sur cette affaire ? Le but, c'est cette mobilisation. Il y a des crédits, on les sollicite auprès de l'ARS. C'est la stratégie vaccinale sur le territoire. Ce sont sept lieux, dont la Mairie de Montpellier, qui est maintenant le principal lieu. Je voudrais vraiment, en votre nom à tous, remercier l'ensemble des personnels qui se sont impliqués dans cette opération, dont tout le monde s'accorde à dire qu'elle est réussie. Elle nous a permis d'accompagner près de 55 000 personnes vaccinées. La vaccination s'étend maintenant chez les plus de 12 ans, les adolescents. Elle est évidemment très importante. On se souvient des débuts de la vaccination : il y avait beaucoup de défiance. Maintenant la confiance est là, dans le vaccin, et elle est bien légitime. C'est ce qui est en train de nous permettre d'atteindre l'immunité collective. Vraiment, cet épisode de pandémie restera évidemment dans nos mémoires. Mais on retiendra que le service public, dans sa diversité, qu'il soit hospitalier avec le CHU, territorial avec la Collectivité, de protection avec les pompiers, aura été au rendez-vous. Vraiment, en votre nom à tous, bravo. Je ne sais pas s'ils nous regardent – non, ils préparent les doses en ce moment même – mais bravo à toutes les équipes qui ont permis de prendre soin, de protéger la population, protéger pour sortir de cette crise. Il y a juste quelques images, quand on y passe, ces personnes âgées qui arrivent un petit peu inquiètes. Évidemment, il y a une piqure ; ça ne fait jamais plaisir. À la fin, elles ressortent avec le sourire en se disant *« ça y est, je vais pouvoir profiter de la vie, revoir mes petits-enfants plus sereinement »*. Bravo à l'ensemble des équipes.

Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

4. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Changement d'usage des locaux d'habitation - Règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations - Avis de la Ville de Montpellier

M. Bernard TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Maire : Madame FAYE, sur la régulation d'Airbnb, changement d'usage des locaux d'habitation, règlement. Allez-y. Et ensuite on examinera l'amendement proposé par Madame DOULAIN.

Maryse FAYE : Merci, Monsieur le Maire. Avant de commencer la présentation de cette délibération, je voudrais rappeler des chiffres : 4 400 logements par an, que la Métropole doit construire – des logements nouveaux – ; 25 000 demandes de logements sociaux en attente, que Monsieur CALVO a du mal à honorer ; 5 600 locations, rien que sur la plateforme Airbnb. Ça correspond en gros au nombre de chambres d'hôtel sur Montpellier. Donc il est temps d'agir. Pourquoi ? Pour réguler justement Airbnb, Abritel et d'autres plateformes. Mais pour réguler ceci, il faut passer par une procédure qui n'existe pas encore à Montpellier, qui est la procédure de changement d'usage.

Alors, c'est quoi un changement d'usage ? C'est tout simplement le fait de transformer un logement en autre chose. Ça peut être du bureau, ça peut être de l'activité, ça peut être du commerce. Mais c'est aussi du meublé de tourisme. L'objectif est bien, vous l'avez compris, de contrôler l'affectation des logements pour éviter leur disparition. Cette procédure de changement d'usage existe depuis 2014. On aurait pu le mettre en place à la Mairie de Montpellier depuis ce temps-là. Mais, vous allez voir, c'est un peu compliqué, ceci explique peut-être cela. Il faut passer déjà par trois délibérations – j'y reviendrai tout à l'heure dans mon propos.

Les premiers principes réglementaires sont basés sur l'autorisation que la Collectivité, la Ville de Montpellier en l'occurrence, doit attribuer à des demandeurs. Une autorisation définitive, et dans ce cas-là elle est soumise à compensation – quand je dis compensation, ça veut dire que celui qui veut louer en lieu et place un logement, en logement meublé par exemple ou en commerce, doit le récupérer, le compenser en achetant ou en créant un nouveau logement, vous l'avez compris, pour ne pas déshabiller le corps de logements à mettre à disposition de nos populations. La deuxième autorisation relève d'une autorisation temporaire. Deux cas de figure aussi : soit elle est soumise à compensation, soit elle relève d'Airbnb – on va dire, de façon traditionnelle, c'est le logement meublé pour le tourisme.

Le petit schéma que je vous propose découpe justement l'ensemble de ces autorisations. On part du principe qu'on a un local d'habitation, c'est-à-dire un logement qui est loué en meublé de tourisme. Dans ce cas-là, le logement, soit c'est une résidence principale, soit ça n'en est pas une. Si c'est un logement principal, il n'y a aucune formalité particulière, mais par contre il faudra un numéro d'enregistrement dont je vous parlerai tout à l'heure, qui permettra au propriétaire qui veut louer sa résidence principale de ne le faire que pour 120 jours par an uniquement.

Si le logement n'est pas sa résidence principale, l'autorisation se fera sans compensation à condition qu'il y ait trois conditions cumulatives qui sont que : le loueur doit être propriétaire, une personne physique ; il ne pourra avoir une autorisation qu'une seule fois et par foyer fiscal ; et il ne pourra bénéficier de cette autorisation que pendant trois ans, reconductible une seule fois. S'il y a un autre cas de figure, obligatoirement, le loueur devra compenser en créant un autre logement. Si c'est en secteur sauvegardé, il devra le créer en secteur sauvegardé ; si c'est sur un autre territoire, un autre quartier, pour le créer soit en secteur sauvegardé pour optimiser l'offre de logements en centre-ville, soit dans le quartier concerné.

Ensuite, il y a deux autres cas de figure, dont je vous ai parlé, c'est-à-dire la transformation d'un logement en autre chose qu'une habitation : ça peut être un commerce ou un bureau. Dans ce cas-là, si c'est en secteur sauvegardé et si le logement est supérieur à 100 mètres carrés, il devra y avoir une compensation. Si ce n'est pas ce cas, si ce n'est pas en secteur sauvegardé, il n'y aura pas de compensation. Ensuite, l'usage mixte, c'est-à-dire des activités dans sa résidence principale plus une activité quelconque. Je n'entrerai pas dans le détail, parce que ce sont des opérations qui sont un peu plus rarissimes, et à l'extérieur du secteur sauvegardé.

Ensuite, bien évidemment, quand il y a un règlement, s'il n'y a pas de sanctions, l'inefficacité apparaît. Je vais résumer rapidement, mais qu'il y a des sanctions qui sont attribuées, soit au bailleur, soit également aux plateformes. Et les amendes sont sans doute assez conséquentes, puisqu'elles peuvent aller de 10 000 euros à celui qui dépasse les 120 jours dans l'année, à 80 000 euros, et une déclaration frauduleuse peut amener à un emprisonnement. Les plateformes sont également soumises à sanctions, pouvant aller jusqu'à 50 000 euros. Vous voyez que cette application a des conséquences pécuniaires. Je vous l'ai expliqué tout à l'heure, sur le fait que nous voulons maintenir le logement, et aussi participer au maintien et à l'économie de l'écosystème touristique.

Vous voyez les trois délibérations dont vous ai parlé tout à l'heure : celle d'aujourd'hui bien évidemment ; ensuite il faudra passer au Conseil de Métropole, qui approuvera le règlement ; et au mois de septembre, le lancement complètement total de la procédure, avec le fameux numéro d'enregistrement qui permettra justement de vérifier en particulier et entre autres la durée de 120 jours par an par bailleur. Avec cette disposition, vous voyez que nous attaquons plusieurs angles d'attaque : l'habitat, l'économie et le maintien dans le secteur sauvegardé de l'attractivité pour les familles et l'économie. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FAYE, pour cette présentation extrêmement précise, qui sera réutilisée pour bien présenter le dispositif, mais qui pose bien les intentions. Est ce qu'il y a des demandes, avant votre amendement Madame DOULAIN ? Peut-être, si vous en êtes d'accord, le débat, et ensuite vous présenterez l'amendement. Est ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur JAWHARI, Madame GIMENEZ, Monsieur COTE, Monsieur BELLANGER.

Salim JAWHARI : Bonjour, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Tout d'abord, je remercie la présentation de Madame FAYE – l'excellente présentation – et aussi le travail des services. Je me réjouis de cette délibération, même si, pour que ce soit bien suivi, concrètement, il faudrait qu'il y ait une équipe dédiée à ça, avec un effectif assez important pour pouvoir vérifier si tout le monde a bien son numéro d'enregistrement de location. Cette délibération arrive maintenant aussi parce qu'il y avait un flou juridique. Airbnb, la plateforme, avait même porté plainte contre la Ville de Paris. Il y avait l'histoire du droit européen, de la liberté aussi d'activité. Aujourd'hui, ça a été gagné en Cour de cassation, il me semble, au mois de février.

Du coup, on peut délibérer en régulant un peu le parc d'activité locatif. Je me réjouis quand on arrive à dire aujourd'hui que ces plateformes-là occupent beaucoup notre territoire. Ça veut dire qu'il y a beaucoup de touristes qui arrivent et ces touristes créent de l'emploi aussi. On est dans une zone touristique. On parlait tout à l'heure du territoire zéro chômeur. Il faudrait trouver aussi une alternative à cela, parce qu'aujourd'hui on n'a pas assez d'hôtels, on n'a pas assez d'offres touristiques sur Montpellier, on n'a pas une offre adaptée notamment aux familles qui ont besoin de logements, qui ne peuvent pas se payer des chambres d'hôtel place de la Comédie. Il faudrait aussi en parallèle essayer de redynamiser ce secteur-là et trouver, donner une offre notamment hôtelière aussi pour accueillir notamment plein de colloques ou autres, via le Corum ou l'Arena. Merci encore aux services pour ce travail.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup de votre soutien. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ : Merci. Je voulais également remercier Maryse FAYE pour sa présentation très pédagogique de ce qui va se passer, de ce que nous essayons de faire. Je crois aujourd'hui qu'on ne peut que se féliciter de l'encadrement d'Airbnb, qui exerce mine de rien une énorme pression, à la fois sur la quantité de logements mais aussi sur les tarifs des logements dans notre Ville, quand on sait que se loger à Montpellier n'est pas chose aisée. Alors qu'Airbnb reverse des clopinettes comme impôt, je crois que pouvoir s'en prendre également aux plateformes en termes d'amendes, c'est aussi un moyen de récupérer les impôts que les plateformes ne payent pas en France. Je crois que le dispositif d'autorisation préalable, et c'est ce qui a été dit par la Cour de cassation et la Cour de justice de l'Union Européenne, c'est qu'elle est adaptée à la nécessité de lutter contre la pénurie de logements à la location. Je crois que cette décision de justice nous impose de travailler à ces sujets, à Montpellier comme ailleurs, et je crois que toutes les grandes métropoles devraient s'inspirer de ce qu'on fait ici et de ce qui a été fait à Paris.

Plus largement, je crois aussi que c'est un moyen de lutter contre l'ubérisation de nos villes, que Ian BROSSAT – un petit coup de pub – a très bien décrit dans son livre il y a trois ans, *Airbnb, la ville ubérisée*. Il n'y a pas qu'Airbnb ; il y a tout un tas de plateformes aujourd'hui qui impactent nos vies. Quand on s'attaque à Airbnb, on ne s'attaque pas à la personne qui loue une chambre de son logement pour arrondir ses fins de mois, aujourd'hui on s'attaque à ceux qui spéculent avec ces plateformes, que ce soit Airbnb, Uber ou autres. C'est à ces plateformes et à ceux qui les utilisent pour spéculer qu'on doit s'attaquer. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame GIMENEZ. Monsieur COTE. Excellent ouvrage de Ian BROSSAT. Excellent ouvrage. C'est un peu à partir de son travail aussi qu'on a pu s'inspirer. Ian BROSSAT, Adjoint à l'urbanisme de la Ville de Paris, qui est une des grandes métropoles mondiales, qui fut durement impactée par cela. Je parle au passé maintenant.

Sébastien COTE : Monsieur le Maire, chers collègues, permettez-moi aussi vraiment de féliciter notre collègue Maryse FAYE pour cette délibération et le travail qui va suivre. Effectivement, il faut se féliciter de la régulation des loueurs de meublés, et je m'en féliciterais moi du point de vue de la sécurité et de la tranquillité publique. C'est constater effectivement que dans certains quartiers – c'est très net à Paris, c'est déjà le cas à Montpellier – la sur-fréquentation par ce type de logements dans des immeubles génère des conflits de voisinage très importants, notamment en raison du bruit très connu des valises à roulettes qui ne cessent de monter et de descendre les escaliers. Plus gênant, c'est le détournement d'usage et nous l'avons vécu à Montpellier l'été dernier : on loue un logement pour deux personnes ; on arrive à 8 ou à 10, avec les fêtes nocturnes et les conflits de voisinage qui suivent.

Et enfin – et là aussi comme quoi il est vraiment à l'honneur, je fais référence à Ian BROSSAT – Ian BROSSAT soulignait dès le printemps 2020 le risque aussi, en matière de sécurité publique : on voit que les nouvelles technologies, ces plateformes et notamment Airbnb, sont utilisées pour du trafic de stupéfiants, pour de la prostitution. Je pense qu'il est urgent de réguler effectivement cette activité, pour le bien-être de tous nos concitoyens.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur COTE. Monsieur BELLANGER, Adjoint au centre-ville.

Boris BELLANGER : Monsieur le Maire. On soutient cette délibération. Je voudrais porter la parole des habitants et des comités de quartier du centre historique, qui ont vu leur cadre de vie se dégrader en partie par l'accélération du phénomène Airbnb, à l'image du bruit des valises qui ont remplacé celui des enfants dans les cages d'escalier, ou des fameuses boîtes à clés cadenassées qui pullulent dans l'espace public. L'Écusson n'est pas un musée ni un parc d'attractions, encore moins un terrain de jeu pour les spéculateurs en quête de business. Les couples et les familles, les personnes âgées, font savoir qu'elles souhaitent rester ou revenir en centre-ville, et je pense que ce nouveau dispositif répond à notre volonté de les accompagner en ce sens.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur BELLANGER. Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT : Juste un mot très bref. Le groupe Choisir l'écologie est évidemment très favorable à cette mesure, et je crois que tout a été dit sur ce sujet, donc je n'en dirai pas plus. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Juste quelques petits éléments de réponse. D'abord, nous avons des capacités d'accueil dans nos hôtels. Le Président de l'Union des Métiers de l'Industrie et de l'Hôtellerie (UMIH), le Club hôtelier, nous le disent, et nous pouvons recevoir des congrès – d'ailleurs tout à l'heure j'ai donné un chiffre de 40 événements qui vont se tenir. La destination Montpellier par son hôtellerie est satisfaite. Il y a des points qu'il nous faut continuer à améliorer : l'offre jeunesse, et d'ailleurs aujourd'hui un certain nombre d'acteurs se positionnent, que nous accompagnons, notamment dans la ZAC du Nouveau Saint-Roch. Ensuite, il y a l'offre famille qui existe en hôtellerie, mais qui existera aussi pour les gens qui louent – parce que nous, on n'interdit pas Airbnb complètement, on limite à 120 jours. On va au maximum de ce que la loi et les textes nous permettent, ce qui permettra à des gens d'avoir un petit complément de revenu quand ils sont propriétaires. Je veux bien préciser les choses, parce qu'on n'interdit pas, on régule. Et on régule parce qu'il y a eu des dérives. C'était anarchique même, il faut le dire.

Ça a été un peu évoqué par les collègues, mais il y a un nombre – qu'on n'arrive pas encore à bien quantifier, enfin, on les estime à au moins 400 – de logements qui, alors qu'ils auraient pu être mis en location pour des familles, sont devenus des logements qui font le *turn over* d'Airbnb. Et ça c'est un problème parce que ça tend le marché locatif, qui est déjà – depuis longtemps, mais comme toutes les grandes métropoles de France – très élevé, et donc qui devient excluant. C'est un des leviers supplémentaires que nous prenons. Donc soutien à notre hôtellerie, comme l'a très bien expliqué Madame FAYE, et dans notre politique du logement.

Ensuite, quels sont les moyens du contrôle ? Et là vous avez parfaitement raison. On ne fait pas une délibération pour se faire plaisir. Vous avez voté à l'unanimité le tableau des effectifs du premier trimestre, on a créé 3 postes qui vont être dédiés au contrôle d'Airbnb. Comme il existe un service de police de l'urbanisme, de contrôle de l'hygiène, il y a ce service-là. Certains me disent : « *vigilance, créer des postes veut dire les payer* ».

Bien sûr. Il y aura probablement des recettes d'amendes, parce que je crois qu'un certain nombre d'infractions vont être constatées d'une part, et d'autre part la décision unanime – et j'en remercie tous les collègues – d'augmenter la taxation sur les résidences à 5 %, nous permet aussi de financer. Notre action est vertueuse sur le prix du logement, sur la protection de l'hôtellerie, et elle nous renvoie aussi à la régulation de ce qu'on appelle l'ubérisation de la société.

Je veux dire ici que c'était un de nos engagements – d'autres avaient cet engagement, donc je ne doute pas du caractère unanime du vote. Mais nous avons fait le choix de ne pas confondre vitesse et précipitation. Le cadre juridique aujourd'hui est parfaitement stabilisé par la décision de la Cour de cassation. Il faut rendre à César ce qui est à César : la Ville de Paris avait été la première à s'engager. Là nous sommes dans un cadre juridique stable et en septembre, on aura tous les moyens pour mettre en œuvre le numéro d'enregistrement.

Je donne la parole à Madame DOULAIN pour son amendement. Allez-y, Madame. Vous le présentez ?

Alenka DOULAIN : Très rapidement, de toute façon vous l'avez tous reçu par mail, je l'ai envoyé à l'ensemble des conseillers et conseillères. Déjà je salue le consensus qu'il y a dans cette Assemblée sur la lutte contre la spéculation immobilière, et puis je salue à nouveau – ça a été voté à la Métropole, mais – l'augmentation des 5 % au taux maximum. C'est évidemment une très bonne nouvelle.

Juste, sur cet amendement, il y avait quelque chose qui, pour nous, dans cette affaire, n'allait pas. C'était la limite fixée à 100 mètres carrés. Il me semble qu'on est la seule Ville à la mettre en place, en sachant qu'aujourd'hui, sur notre parc immobilier, il y a seulement 15 % des logements qui font plus de 100 mètres carrés, donc ça ne nous semble pas adapté. Pourquoi on enlèverait du coup 85 % du parc immobilier éligible à ce dispositif ? Voilà, c'était tout simplement ça.

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre. La question, c'est le changement d'usage. Il y a dans l'Écusson une dynamique à laquelle nous sommes très attentifs, parce qu'elle est utile pour le commerce et la vie dans l'Écusson. C'est qu'un certain nombre de biens immobiliers deviennent des espaces de coworking ou deviennent des bureaux, permettant d'avoir de l'activité économique dans l'Écusson. On souhaite pouvoir rester sur le seuil. Votre amendement pourrait empêcher cette dynamique-là. Je crois que c'est très important qu'on puisse avoir ce type d'activités. Monsieur BELLANGER évoquait l'équilibre de l'Écusson : ce sont des familles, c'est de l'activité professionnelle, c'est aussi la vie, ses terrasses, sa convivialité, etc. Mais on souhaite pouvoir revoir aussi des acteurs travailler dans l'Écusson. On a beaucoup entendu – vous avez dû l'entendre pendant les deux confinements – que les commerçants disaient « *mais la semaine, il n'y a personne* ». Oui, comme il n'y avait pas d'activités dans l'Écusson, les gens ne venaient pas acheter, consommer. Voilà pourquoi on n'est pas favorable à votre amendement. Allez-y.

Alenka DOULAIN : Vous dites que vous voulez protéger les commerces et les activités de travail pour cette multifonctionnalité dont vous parlez tant, mais en même temps, sur le système de compensation, ça va inciter aussi, puisque tous les propriétaires qui auront des logements pour les mettre sur Airbnb vont avoir tendance du coup, pour les compenser, soit à construire du neuf – et on sait que ce n'est pas forcément évident dans le centre de Montpellier – soit du coup à acheter ce droit de compensation pour transformer des locaux commerciaux ou professionnels en logements Airbnb. Vous voyez un petit peu que c'est ambigu, votre position sur le sujet.

Monsieur le Maire : Ok. En tout cas, là, on pense qu'on envoie un signal qui est très clair. Vous avez été la première à le reconnaître. Il faut qu'on n'envoie pas un signal dissuasif pour l'activité économique, de bureaux, dans l'Écusson. Voilà pourquoi on ne votera pas votre amendement. Je mets aux voix votre amendement. Vas-y Maryse.

Maryse FAYE : Merci. Madame DOULAIN, c'est compliqué le principe de cette mise en place du changement d'usage, et je crois que vous avez omis de bien lire le document, puisque les 100 mètres carrés ne sont applicables que pour les changements d'activités en dehors du Airbnb. Dès qu'il y a la création d'un logement pour meubler, il y a déclenchement automatiquement de l'autorisation. Le déclenchement pour les 100 mètres carrés, ce n'est que pour le changement d'un logement dans une activité, mais à condition qu'il ne soit pas dans le secteur sauvegardé non plus. Donc en-dehors du Airbnb, il y a une obligation au-dessus de 100 mètres carrés, mais pour le Airbnb, dès le premier mètre carré, on a compensation.

Je voudrais rajouter aussi que, sur l'équipe, comme le soulignait notre collègue tout à l'heure, en fait, il y a effectivement une nouvelle équipe qui va être créée. Mais je voulais aussi insister sur le fait que c'est une mission qui relève de trois directions, et Monsieur le Maire souhaite effectivement que nous travaillions tous ensemble, et non pas en silos. Là, les trois directions qui sont concernées sont la direction de l'habitat, la direction du tourisme et la direction de l'autorisation du droit des sols.

Monsieur le Maire : Merci. Donc je mets au vote votre amendement. Qui est pour ? Deux. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Rejeté.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère municipale, a déposé en amont de la séance, une série d'amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet au vote les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN.

Les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

Pour : 2 voix

Contre : 61 voix

Abstentions : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Monsieur le Maire : Je vous propose de mettre aux voix la délibération. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Unanimité, et je remercie ceux qui avaient proposé l'amendement de quand même voter cette délibération. C'est un signal très clair de la part de notre Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

5. Hors Délégation - Avis sur le projet de pacte de gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire : Point n° 5. Vous en avez pris connaissance : c'est le pacte de gouvernance. Cette discussion a lieu en Conseil municipal et surtout aura lieu à la Métropole. Il faut donner un avis sur le projet de pacte de gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole. Celui-ci a fait l'objet de discussions avec l'ensemble des Maires. La version qui vous est proposée a été ensuite adoptée en Bureau de Métropole. Elle définit les principes de fonctionnement de notre intercommunalité.

Vous avez eu connaissance du document. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Monsieur JOUAULT.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, il est proposé dans cette affaire de donner l'avis de la Ville de Montpellier sur le pacte de gouvernance. C'est un sujet d'importance et je tiens à saluer d'abord le travail qui a été fait avec l'ensemble des communes qui sont concernées par ce nouveau règlement, sur le fait d'instaurer des règles claires, transparentes, démocratiques pour le bon fonctionnement de l'intercommunalité. C'était également, d'ailleurs, l'intention initiale de la précédente mandature, avec le fameux pacte de confiance en 2015. Vous savez d'ailleurs sûrement plus que moi, Monsieur le Maire, à quel point la majorité de l'époque s'était assise sur beaucoup de ces principes démocratiques qu'elle vantait pourtant, et entretenait d'ailleurs un climat délétère parfois en Assemblée, par exemple en prenant à partie certains élus en direct. Je sais bien sûr que vous êtes au-dessus de tout ça, Monsieur le Maire, et j'ose croire aussi qu'avec ce pacte votre récent dérapage en plein Conseil ne sera plus répété. Notamment, il est marqué dans ce pacte – je ne fais que citer – : *« Les élus s'attachent à ce que l'expression au sein du Conseil de Métropole s'effectue dans un esprit constructif, de tempérance et de responsabilité. »* Je salue donc le processus qui a été mis en place pour aboutir à ce document.

Dans les choses positives que je vois, il y a évidemment l'ouverture des commissions aux élus municipaux – c'est très important – la tenue de rencontres territoriales, l'objectif de partager des équipements municipaux, d'organiser des groupements d'achats, de mutualiser, de coopérer. En somme, c'est effectivement très, très bien.

Alors, il y a quand même un problème majeur selon nous dans ce pacte. C'est qu'il y a un grand absent : c'est le citoyen. Je sais que ce n'est pas forcément votre point fort – on peut le voir avec le stade ou la 5G. Mais à aucun moment il n'est question de la participation citoyenne et de l'implication des habitantes et des habitants de la Métropole. Pour un mouvement municipaliste comme Nous sommes, c'est évidemment une vraie problématique, et une question qui devrait pourtant être centrale. Nous pointons encore aujourd'hui le fait que la Métropole reste une boîte noire pour les citoyens.

Je propose donc deux éléments principaux à rajouter dans ce fameux pacte de gouvernance. Le premier, c'est la mise en place d'une véritable commission du futur à l'échelle de la Métropole, qui serait composée d'acteurs de la société civile, d'élus mais aussi pour moitié – et je pense ça serait très important – de citoyens qui seraient tirés au sort. Cette dernière pourrait par exemple plancher chaque année sur un sujet stratégique qui engage notre territoire, par exemple sur les questions de souveraineté alimentaire, sur les questions de souveraineté énergétique, sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) aussi, c'est un véritable sujet. On le sait : les conseils de développement ne suffisent pas, ils ne fonctionnent pas, à créer la courroie de transmission entre les citoyens et la Métropole ; il faut complètement revoir ce dispositif et je pense qu'il serait tout à fait à notre honneur d'être force de propositions là-dessus.

Enfin, deuxième engagement – qui manquait d'ailleurs dans votre petit nuage de mots, j'ai trouvé – c'était sur l'engagement sur le non-cumul des mandats. On est en période d'élections, et je pense que ça serait important d'avoir des gestes forts pour restaurer la confiance, pour éviter les arguments surréalistes qu'on entend aujourd'hui sur le cumul des mandats, qui entache notre démocratie. Merci pour vos réponses sur ces deux propositions.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur MARTIN. Puis Monsieur JOUAULT.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Personnellement, c'est effectivement la deuxième fois qu'une délibération de ce type se trouve devant moi – la première, on sait ce qu'il en est advenu. Je comprends bien entendu l'intention, qui est tout à fait louable, c'est qu'il faut faire fonctionner cette machine qu'est l'intercommunalité et essayer de le faire de la façon la plus démocratique possible. Mais j'aimerais qu'on prenne un petit peu de hauteur par rapport à ce sujet-là, pour comprendre pourquoi on a besoin d'un tel pacte sur l'intercommunalité. Parce que, dans un Conseil municipal, les choses sont institutionnalisées pour qu'on n'en ait pas besoin. Idem dans un Conseil départemental, un Conseil régional, l'Assemblée nationale, le Sénat, l'Assemblée européenne. Il n'y a que sur l'intercommunalité, la Métropole, qu'on a besoin de créer un pacte de gouvernance. C'est donc qu'il y a des manques.

Ce manque, à un moment donné, il faudra bien le mettre sur la table. Et ça fait très longtemps qu'on ne veut pas le soumettre au débat public. Ça date du rapport Balladur – j'ai oublié la date, mais rien que quand je dis « *Balladur* », on se rend compte que ça fait très longtemps qu'il aurait fallu mettre ce débat-là sur la table. Ce sont les réformes des collectivités territoriales, qui ont des buts à demi avoués, et ce sont ces buts-là qu'il faut mettre en débat avec la population. C'est pour ça que le groupe Communiste n'accompagnera pas ce pacte-là, parce qu'il y a des buts qui sont cachés de notre point de vue vis-à-vis de la population. Il faut être vraiment initié au débat politique pour repérer les points d'inquiétude.

Dès 2014, le Président de la République disait : « *L'intercommunalité deviendra la structure de proximité et d'efficacité de l'action locale.* » En creux, ça veut dire quoi, de façon très claire ? Ça veut dire que ce ne sera plus la commune. Ça veut dire que la commune va disparaître. On voit bien le mouvement de fond qui vise à faire disparaître à la fois la commune et à la fois les départements pour laisser place aux couples métropoles-régions. Je rappelle au passage que les régions ont doublé de volume. Comment pouvons-nous, nous tous, quels que soient les bancs, nous présenter à chaque élection la main sur le cœur en expliquant que nous allons défendre une politique de proximité, et approuver année après année, mandat après mandat, des institutions qui visent au contraire à nous éloigner des citoyens, avec des régions de taille disproportionnée, avec des intercommunalités qui englobent 31, et certainement encore beaucoup plus de communes ? On voit bien l'éloignement, et ce n'est pas vide de sens.

On a dans le document l'ensemble des compétences qui sont passées, au fur et à mesure de l'histoire, des communes jusqu'aux métropoles – le hiatus, il est là. C'est-à-dire que nous, sur Montpellier, on ne s'en rend pas forcément toujours très compte parce que, à quelques exceptions près – malheureusement pour ceux qui n'y sont pas – tout le monde participe aux Conseils de Métropole. Dans les communes qui nous entourent, mises à part les plus grosses (Castelnau-le-Lez, Lattes) où il y a aussi la représentation de l'opposition, l'opposition n'est jamais représentée en Conseil de Métropole, et pourtant les compétences importantes – quasi toutes – sont au Conseil de Métropole. Les oppositions de toutes ces communes n'y sont pas, voire les majorités n'y sont pas. Bien souvent, il n'y a que le Maire, d'où l'intention de cette Conférence des maires, que je comprends : il faut bien faire fonctionner la machine. La seule façon de régler les choses, c'est un fonctionnement politique. Nous sommes tous élus, avec des programmes, avec des grilles d'analyse idéologique des choses.

Je terminerai sur un point : le mot qui revient, qui est même très apparent – il a été mis en gras, en sous-titre – c'est « *intérêt général* ». Vous savez, c'est comme la proximité, l'intérêt général : tout le monde veut faire une politique dans l'intérêt général. Mais encore faudrait-il le définir. Je suis désolé, mais l'intérêt général pour moi ce n'est pas le même que l'intérêt général de Monsieur ALTRAD ou de Monsieur SAUREL. Moi quand je fais de la politique je ne vis pas dans un monde d'illusions où tout le monde est à égalité.

Non. Moi, j'ai une grille d'analyse qui me montre qu'il y a des gens qui en dominent d'autres. Il y a ceux qui s'accaparent des richesses et ceux qui les créent, mais qui se les font voler. Moi, l'intérêt général, c'est de défendre l'intérêt particulier de ceux qui créent des richesses, qui sont accaparées par certains. A un moment donné, il faut produire des choix politiques qui ne sont pas dans une espèce de tentative, on met à la fois un Bureau politique, à la fois une Conférence des maires, à la fois on essaie de partager le projet métropolitain avec les conseillers municipaux qui ne peuvent pas y siéger. Quand on dit « *partager* », on avoue dans ce terme-là qu'ils ne peuvent pas en être parties prenantes, ce qui pose un vrai problème démocratique.

Mettons sur la table, avec la population, le but final, qui est la disparition des communes, la disparition des conseils départementaux, et là on pourra enfin produire une politique pleine de sens. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT : Merci, Monsieur le Maire. Le groupe *Choisir l'écologie* votera pour ce pacte de gouvernance, donnera un avis favorable.

Je ne m'attarderai pas sur le contenu de ce pacte de gouvernance. Le texte s'efforce au mieux de garantir le fonctionnement institutionnel de la Métropole dans le cadre prévu par la loi. Mais c'est justement cette loi qui pose une difficulté majeure : elle n'est pas adaptée à la réalité des métropoles en général et de la nôtre tout particulièrement. Comme le rappelle le pacte, Montpellier Méditerranée Métropole est l'une des plus intégrées de France. Les compétences déléguées par les communes couvrent un large champ des politiques publiques locales. Et c'est tant mieux pour leur nécessaire cohérence entre les 31 communes. La Métropole est bien l'échelon pertinent dans de nombreux domaines.

Pourtant la loi actuelle ne permet pas d'éviter à coup sûr que cette cohérence ne soit battue en brèche par les tentatives des communes de faire valoir des intérêts particuliers – comme on l'a beaucoup vu par le passé. Le pouvoir des communes au sein de la Métropole est d'ailleurs d'autant plus étonnant que, la Ville de Montpellier mise à part, leurs représentants et représentantes ne sont pas élus sur un programme à l'échelle de la Métropole. Pourtant le fonctionnement actuel de la Métropole donne non seulement une place prééminente aux communes, mais plus encore, elle réduit le poids légitime de la ville-centre, qui n'est alors qu'une commune parmi d'autres. La quatrième de couverture du pacte de gouvernance en dit long : le logo de la Ville de Montpellier est perdu parmi les trente autres logos, on ne sait plus où est Montpellier.

Le pacte de gouvernance est certes un progrès qu'il faut saluer, mais il faut changer la loi. Les élus de la Métropole doivent à l'avenir être élus à l'échelle de la Métropole, par un scrutin spécifique métropolitain. C'est à cette condition que l'intercommunalité sera un véritable espace de solidarité, que la tentation du chacun pour soi sera dépassée. Faire Métropole, ce n'est pas seulement partager des biens et des moyens. Faire Métropole, c'est d'abord partager des objectifs communs et des valeurs communes. La Métropole est un territoire de politiques publiques. C'est donc un instrument politique. Ce n'est ni une copropriété, ni un syndicat. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur JOUAULT. Je rajoute Madame LABOURIER. Allez-y.

Flora LABOURIER : Monsieur le Maire, que serait un Conseil municipal sans un petit tacle de Monsieur MARTIN à l'encontre de Mohed ALTRAD ? On ne voit vraiment pas le rapport sur cette stigmatisation par rapport au projet qui nous est soumis. Je propose à Monsieur MARTIN – parce que je pense que ce qui nous rassemble, c'est aussi cette part d'humanité – de ne pas stigmatiser les gens en fonction de leur compte en banque ou de leur capacité à s'extraire de leur condition sociale. Je propose à Monsieur MARTIN, d'ici l'été – puisque nous serons à un an de mandat – je vous offrirai *Les quatre accords toltèques* : que votre parole soit impeccable et que vous ne fassiez pas de suppositions, ça nous fera le plus grand bien, parce que cinq ans, c'est long, surtout vers la fin. Merci, Monsieur MARTIN.

Monsieur le Maire : Ce pacte de gouvernance, c'est un peu l'occasion de préciser certaines choses. D'abord, effectivement, c'est une obligation de par la loi, qui prévoit cette délibération. Je suis le Maire de Montpellier et j'ai l'honneur d'être le Président de la Métropole. Quelle a été notre volonté ? C'est d'avoir une gouvernance apaisée, respectueuse de ceux qui composent l'intercommunalité. Ce n'est pas une collectivité à part entière – c'est de deuxième ordre. De pouvoir travailler avec l'ensemble des Maires, qui sont parties prenantes, et c'est avec eux qu'a été rédigé ce pacte de gouvernance, parce que les Maires sont élus par leurs concitoyens. L'enjeu c'est d'être parties prenantes et qu'on travaille ensemble pour relever les grands défis du territoire : la question des déchets – abondamment abordée – la maîtrise de l'eau, la question de l'assainissement, les enjeux liés aux mobilités, le développement équilibré du territoire – où il faut à la fois protéger beaucoup d'espaces, et c'est extrêmement important, notamment nos vignes, pour tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette, et recevoir ou en tout cas régler les problèmes de logement sur notre territoire, dont il a été rappelé qu'ils étaient si éprouvants.

L'intercommunalité est donc une bonne échelle. Il y a l'échelle telle qu'elle est dessinée, mais c'est pour ça que nous essayons de travailler à des coopérations avec les intercommunalités voisines, parce que, encore une fois, ce type de frontière, la vie des gens s'en joue, sur le plan des transports, sur le plan du développement économique. C'est pour ça que nous défendons la création d'une Agence de développement économique, pas exclusivement sur la Métropole, mais qui arrive à créer des coopérations. Je voudrais quand même prendre un exemple : il y a près de 700 entreprises qui souhaitent s'implanter sur la Métropole ; nous arrivons à en accueillir 200 ; les autres, il n'y a pas forcément le foncier nécessaire, et hop elles repartent. Eh bien, nous devons travailler pour qu'elles puissent s'implanter chez nos voisins, parce que c'est bon pour l'emploi.

Je crois qu'il faut être des grands défenseurs de l'intercommunalité. L'intercommunalité, c'est une stratégie pour le territoire. Aujourd'hui, elle se construit à partir des élections municipales, des Conseils municipaux et de ce dialogue qui se noue. Notre souhait à travers ce pacte de gouvernance, c'est d'associer davantage d'élus des communes qui doivent être pleinement parties prenantes de ce projet de territoire. Il y a le texte et l'esprit du texte, et son animation. Un certain nombre de temps seront proposés aux élus, parce que les défis qui sont devant nous sont tels qu'on a besoin de toutes les énergies. C'est ça, l'esprit de l'intercommunalité, outre être une solidarité sur le plan financier, outre être une solidarité sur le plan humain.

L'enjeu, après ce pacte de gouvernance – qui n'est qu'une étape – c'est de définir un projet de territoire, d'être capable de projeter notre vision partagée pour les quinze prochaines années, avec les forces vives du territoire, avec les citoyens – ce sera l'étape qui suivra ce projet de territoire. Des choses ont pu être dites par le passé et on doit être capable de définir collectivement, au-delà d'un mandat électoral, où on demande et les électeurs demandent à juste titre le respect des engagements, de poser une vision sur le long terme, et comment nous travaillons ensemble. C'est ça l'enjeu. Peut-être que d'ici là des textes nouveaux arriveront. Je vois bien les uns et les autres, forts de leurs amendements et de leurs désirs.

En tout cas, dans ce pacte de gouvernance, le souhait qui doit être le nôtre, c'est de bien identifier l'intercommunalité comme une chance. Si nous n'étions pas unis, nous ne pourrions pas relever les défis très nombreux. D'ailleurs, que font nos voisins sur l'assainissement ? Ils ont besoin de Montpellier et de sa Métropole, sur Maera, c'est Palavas-les-Flots qui se raccorde. Sur la question des déchets, François VASQUEZ, qui est Vice-Président de la Métropole, travaille avec les intercommunalités pour voir qui fait quoi dans le traitement – vision nouvelle. C'est le travail que mène Madame FRÊCHE sur les mobilités dans la Métropole, mais aussi en dialoguant notamment avec Gignac, pour régler ce problème des mobilités, puisque chacun a sa compétence mais les gens font les migrations pendulaires pour travailler dans le cadre du pôle d'échanges multimodal de Gignac, sur un bus à haut niveau de service pour qu'il y ait moins de gens dans les autos et plus de gens dans les bus. C'est le travail que devra conduire Coralie MANTION à travers l'Agence d'urbanisme qui, pareil, ne doit pas se situer à l'échelle de la Métropole mais bien à l'échelle du grand bassin de vie, l'aire urbaine qui compose plus de 130 communes. Ou Madame EMAD sur le développement économique.

Après, la façon dont on anime cette intercommunalité, si on est respectueux des Maires, qui représentent leur Conseil municipal, si on travaille ensemble : c'est ça qui est intéressant dans l'intercommunalité. Bien sûr, chacun a ses convictions, sa sensibilité politique. Mais il y a des espaces où, par le dialogue, par le travail dans la bonne perception du territoire, on arrive à avancer ensemble. C'est cet esprit-là qui doit présider Montpellier Méditerranée Métropole. Je le dis : il n'y aurait rien de pire que les phénomènes de repli sur soi. Ce territoire en a souffert au début des années 2000. Quelle est la conséquence ? Le tram ne va pas à la mer. Voilà ce qu'a été la réalité des phénomènes de repli. Le tram ne va pas à la mer, et nous sommes là, à nous dire « *ça s'arrête à un rond-point, il faut faire 800 mètres à pied* », donc il y aura des aménagements, on aura l'occasion d'en parler pour les piétons, pour les vélos, pour accéder à la mer. Il faudra bien qu'on arrive à régler ce problème en bonne intelligence, en essayant de convaincre, plutôt qu'imposer. C'est ça l'esprit de l'intercommunalité : convaincre plutôt qu'imposer. Convaincre, c'est être convaincus que nous formons une communauté de destin, nous Montpellier Méditerranée Métropole et plus largement l'aire urbaine de Montpellier, et que les enjeux, nous devons les appréhender ensemble.

Là le pacte de gouvernance nous permet de dire comment nous travaillons, avec les Maires, avec les élus. Il y aura une nouvelle étape sur le projet de territoire. Il y aura des étapes avec les projets de coopération qui sont engagés par l'ensemble des Vice-Présidents que j'ai cités de la Métropole.

Je rajoute évidemment trois petits points. Nous n'avons pas le choix : si nous voulons relever les défis du changement climatique, si nous voulons relever les défis de l'emploi, nous devons travailler ensemble. Le littoral, la Métropole, c'est Villeneuve-lès-Maguelone. Mais qui est allé à Carnon hier ? On voit bien que c'est un ensemble extrêmement cohérent, et nous devons travailler ensemble à sa gestion, à sa protection, à la fois des écosystèmes naturels mais aussi de son attractivité. L'esprit qui doit être le nôtre, c'est celui de définir des règles où on travaille ensemble dans l'intercommunalité, et qui peuvent préfigurer l'état d'esprit pour travailler avec nos voisins, avec les autres intercommunalités. Quand le législateur prendra d'autres décisions, moi j'espère qu'à ce moment-là, notre territoire, collectivement, fera preuve de maturité, à l'opposé des choix qui se sont produits au début du XXI^e siècle, avec l'exemple du tramway, qui doit aller à la mer mais s'arrête au milieu d'un rond-point. Mais là, encore une fois, ce sera par le dialogue et la conviction que nous l'emporterons.

Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Agnès SAURAT.

6. Hors Délégation - Charte de l'évènementiel responsable - Approbation

*Mme Clare HART, MM. Sébastien COTE, Max LEVITA et Bernard TRAVIER sortent de séance.
Mme Annie YAGUE sort de séance avec le pouvoir de Mme Patricia MIRALLES.*

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. C'est la même délibération qu'au Conseil de Métropole : charte de l'évènementiel responsable. Nous conventionnons avec les associations, on leur demande de l'adopter. Vas-y François. Présente, peut-être.

François VASQUEZ : Oui, merci, Monsieur le Maire. C'est une présentation très rapide. Mais ce que je voulais souligner, c'est que cette charte de l'évènementiel, c'est une première étape. C'est un premier pas qui va s'inscrire dans l'éco-responsabilité générale, dans laquelle tous les actes publics vont s'inscrire. Pour l'instant, elle est fondée sur le zéro déchet – donc la politique qui m'incombe. Il y a aussi l'alimentation, puisqu'il est prévu une alimentation locale sur l'évènementiel. Il y a aussi la lumière qui est concernée.

En fait, on va conditionner en effet l'utilisation, l'usage de l'espace public ou du matériel public au respect de certaines règles. Il faut en finir – notamment pour la partie qui me concerne, c'est-à-dire les déchets – avec la folie du jetable. Le jetable, ce n'est pas seulement le plastique, ça peut être aussi le carton. Il faut du réutilisable dans ces événements publics. Il faut aussi le tri, bien évidemment. Il faut toute une politique. C'est une première étape. On ira et il faudra aller beaucoup plus loin sur tous les gestes éco-responsables, car l'administration devra aussi bien évidemment donner l'exemple. L'évènementiel permettra d'organiser des fêtes, on va dire éco-responsables – c'est un grand mot – pour que chacun évolue dans ses comportements. Afin que – si j'ose dire – les fêtes privées puissent ensuite par ces changements de comportement respecter les mêmes règles. Il faut bien sentir que ce n'est pas une contrainte, c'est juste une manière responsable d'agir pour l'environnement, pour les deniers publics. Sachez bien et ayez toujours en tête que ce ne sont absolument pas des mesures qui vont contrarier l'activité économique, bien au contraire. Tout ça ira de pair, vers un meilleur usage de l'espace public, un meilleur usage utile pour l'environnement prochainement. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur VASQUEZ. Je propose de mettre aux voix. Madame OLLIER, pardon. Allez-y.

Clothilde OLLIER : Je voudrais féliciter Monsieur VASQUEZ qui travaille sur ce sujet – je sais qu'il lui tient à cœur. Il y a une façon très simple de supprimer tout ce qui est jetable : c'est de prendre un arrêté anti-vaisselle jetable pour toutes les manifestations qui sont subventionnées par la Mairie. C'est cinq minutes sur le coin d'une table et ça résout tous les problèmes. Mais c'est, en parallèle, offrir la possibilité d'avoir du matériel qui ne soit pas jetable et de le prêter pour les associations ou toutes les manifestations. Mon arrêté anti-pesticides a été refusé par la Préfecture, mais cet arrêté anti-plastique, anti-vaisselle jetable a été accepté par la Préfecture et validé. Il est tout à fait possible, je l'ai fait, de prendre un arrêté anti-jetable. Et tout d'un coup, tout le monde comprend que rendre une assiette qui ne se jette pas, c'est aussi simple que de prendre une assiette et de la mettre à la poubelle. Et tout d'un coup, on n'a plus du tout de déchets. Il y a zéro déchet.

Vraiment, c'est incroyable, le tonnage des poubelles entre une manifestation avant qu'on ait pris cet arrêté et après, puisque c'était interdiction des canettes, c'était bouteilles en verre et ce n'était pas de petits contenants, pas de verres jetables. On fournissait les verres, les ecocups, qu'on n'a pas achetés mais qu'on a récupérés gratuitement, puisqu'il y a souvent du rebut d'ecocups dans toutes les manifestations. On stockait les ecocups. On s'est fait financer deux lave-vaisselles par la Communauté européenne, par un projet LEADER.

Enfin, en tous les cas, il y a toujours des possibilités de faire des choses à plus grande échelle sur la Ville de Montpellier. Ça aurait du sens de prendre un arrêté municipal anti-vaisselle jetable, parce que c'est inadmissible de se dire qu'on mange avec un couvert et qu'on le met à la poubelle deux secondes après. Ça ne nous viendrait pas à l'idée pour les vêtements. Pourquoi on le fait pour les verres, pour les assiettes, pour les couverts. C'est incroyable, ce nombre de poubelles. Et en plus, on résoudrait un problème de tonnage de poubelles, qui est ingérable. Je rappelle que le tri dans les manifestations est extrêmement compliqué, puisque les gens jettent n'importe comment. C'est très compliqué de faire du tri pendant les manifestations, alors que si on supprime l'aluminium par exemple, les canettes, le problème est réglé. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame OLLIER. Vous prenez l'exemple de la Commune dont vous avez été Maire et de l'arrêté que vous avez dû prendre à Murles. Là, nous, on vous propose une délibération qui permet de fixer l'ensemble de ces objectifs. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

7. Culture et culture scientifique - Appel à projets d'investissement à destination des associations culturelles – Approbation

Mme Clare HART et M. Sébastien COTE entrent en séance.

Mme Marie MASSART sort de séance avec le pouvoir de Mme Coralie MANTION.

M. François VASQUEZ sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 7. Donc les affaires 7 et 8 sont la conséquence d'une ligne de crédit que nous avons inscrite au budget de soutien à l'investissement pour les acteurs associatifs dans le champ de la culture et dans le champ du sport. Il s'agit d'adopter les règlements. Je cède la parole à Madame ROBIN, comme élue à la Culture, et ensuite à Monsieur MARTIN, comme élu au sport, pour présenter les délibérations.

Agnès ROBIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Effectivement ici il s'agit de vous proposer l'adoption d'une délibération concernant la ligne budgétaire dégagée pour les associations culturelles, qui est une délibération assez importante, pour deux raisons. D'abord parce que le budget dégagé est lui-même assez conséquent, et puis d'autre part parce que cette délibération permettra d'entrer un petit peu dans ce champ, qui est un peu un champ inexploré jusqu'à présent, qui est celui de l'investissement et de l'aide à l'investissement, qui sera donc attribuée aux associations culturelles pour ce qui me concerne. Cette action est donc majeure. Elle permet évidemment dans ce temps de crise en particulier, d'aider les associations culturelles à investir, à financer les investissements nécessaires à la mise en œuvre de leurs projets.

La Ville de Montpellier souhaite lancer un appel à projets qui visera à soutenir ces investissements, qui est évidemment destiné à des associations dont le siège est implanté sur la Ville elle-même. L'objectif donc est d'accompagner cet investissement, sachant que cette délibération et cette proposition s'inscrivent dans la continuité bien sûr des aides qui ont été réalisées déjà en faveur des acteurs de la culture – je pense en particulier aux attributions de subventions en fonctionnement et aux projets. Il ne s'agit pas ici à travers cette délibération de remplacer les attributions de subventions aux projets et au fonctionnement, mais au contraire de les accompagner, de les compléter. Le projet vise à accompagner mise en place ou l'acquisition d'équipements, équipements matériels ou immatériels – c'est-à-dire par exemple de logiciels – et qui seront destinés à être utilisés pour la durée de vie des associations culturelles en question.

Il s'agira également, en soutenant et en accompagnant cet investissement, de soutenir aussi un investissement dans le développement durable, en tout cas de faire en sorte que ces investissements et l'achat d'équipements se situent dans une démarche de développement durable, d'économie d'énergie et de circuits courts. Nous veillerons à ce que les dépenses engagées par les associations répondent à ces exigences que l'on vient par ailleurs d'évoquer.

L'appel à projets concerne toutes les associations culturelles, quelle que soit la discipline bien sûr, et sera contrôlé en amont par les services de la culture et du patrimoine, par le dépôt des dossiers, par la lecture attentive du dépôt des dossiers, sachant que nous veillerons en particulier à ce que les associations culturelles soient dans une démarche de cofinancement, c'est-à-dire que la Ville de Montpellier abondera au financement à hauteur de 70 % maximum des dépenses éligibles du projet. Il ne s'agit pas de tout financer, mais de financer une bonne partie de cette dépense.

J'ajouterai enfin, pour terminer, que la refonte actuelle des dossiers de demande de subvention, qui est en cours, permettra également de mentionner – pour prévenir un petit peu ce qui peut advenir, parce que j'entends déjà un petit peu les questions qui peuvent se poser à cet égard – les risques judiciaires en cas d'abus de biens sociaux, en cas d'utilisation du matériel pour des raisons extérieures à l'objet social de l'association. Nous veillerons à ce que les choses soient indiquées très clairement et de manière pédagogique. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci, Madame ROBIN. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce règlement ? L'idée est claire. Nous nous sommes engagés à ce que notre Ville soit hospitalière pour les artistes. C'est de l'aide dans le cadre d'un règlement – les modalités ont été données – pour permettre à des artistes de financer une partie des travaux pour leur studio – qu'ils soient chorégraphes, qu'ils soient comédiens. Ça va être un accélérateur très important, et puis ça va être un soutien à l'activité économique des artisans dans ce domaine.

S'il n'y a pas de question, je propose de passer aux voix. Qui et contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

8. Ville sportive - Appel à projets - Attribution de subventions d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Année 2021 - Approbation - Autorisation de signature

M. Max LEVITA entre en séance.

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, de la culture au sport, c'est le même état d'esprit. Cette fois-ci, ici la boxe, ici le club de foot, ici toutes ces énergies incroyables de la vie associative sportive, qu'on a pu saluer ce week-end. Je voudrais adresser une mention particulière au FC Petit-Bard pour la grande fête qu'il a faite pour les enfants – c'était vraiment formidable de les voir jouer après cette période si difficile. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur MARTIN ? Monsieur GUISEPPIN, bien sûr.

Serge GUISEPPIN : Monsieur le Maire. Bonjour chers collègues. Bien entendu, l'objectif n'est pas de rejeter l'opération, mais d'attirer une vigilance. Dans le projet, nous allons financer jusqu'à 70 % de l'investissement, qui ne représente potentiellement pas loin de 35 000 euros au taquet. Cette vigilance, elle est surtout sur la capacité de revente de ce matériel éventuel via les associations. On ne peut pas effectivement tout contrôler, mais on pourrait, à l'intérieur de cette délibération, proposer que lors des subventions à venir, les associations présentent leurs actifs – et donc leurs amortissements – de manière à bien vérifier que ces amortissements font encore partie de l'actif de l'association pour qu'il n'y ait pas un dévoiement de cette subvention qui me semble indispensable pour les associations.

Je rapporterai le débat d'une manière globale sur un exemple très précis : l'achat de minibus – et Dieu sait si les clubs sportifs en ont besoin. Très rapidement, ils pourraient se retrouver avec la Collectivité qui finance le minibus, et avec un autre acquéreur, et forcément vous avez compris aisément la marge que produirait cette opération. Donc vigilance : mise en place de contrôles, et sanctions derrière sur les subventions à venir, si par hasard les gens auraient agi d'une manière illégale.

Monsieur le Maire : Évidemment, Monsieur GUISEPPIN, l'idée c'est vraiment d'accompagner avec bienveillance l'investissement pour les clubs sportifs. Il y aura une convention systématiquement, avec un certain nombre d'objets : la transition écologique – être vertueux du point de vue de l'environnement – mais aussi sur les usages qui pourraient être détournés. Naturellement ça y figurera. De toute façon, ce sera public puisqu'il conviendra de délibérer ensuite sur ces dotations.

Je propose de mettre aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

9. Ville sportive - Création d'une Commission extra-municipale des Sports - Approbation

Mme Marie MASSART entre en séance avec le pouvoir de Mme Coralie MANTION.

Mme Annie YAGUE entre en séance avec le pouvoir de Mme Patricia MIRALLES.

MM. Bernard TRAVIER et François VASQUEZ entrent en séance.

Mme Catherine RIBOT sort de séance.

Monsieur le Maire : Je donne la parole à Monsieur MARTIN pour la mise en place de la Commission extra-municipale des sports.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Effectivement nous avons la chance à Montpellier d'avoir tissu associatif sportif extrêmement riche, dense. Dans la définition des politiques publiques au service du sport, il convient de les associer le plus intelligemment possible, parce que finalement pour qu'une politique publique soit efficace, pertinente il y a cette nécessité de concertation, de co-élaboration avec l'ensemble des acteurs sportifs.

Nous mettons en place cette Commission extra-municipale des sports, que nous appelons « *Commission Montpellier Ville sportive* », de façon à pouvoir entrer en dialogue avec l'ensemble du monde sportif – et quand je dis ensemble du monde sportif, ce sont bien évidemment les clubs, les associations, mais ce sont aussi d'autres acteurs institutionnels, je pense en particulier au monde universitaire, essentiellement l'UFR Staps, je pense également aux professeurs d'EPS dans l'Éducation nationale, que ce soit au travers de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) ou autres.

Parce que finalement à Montpellier nous avons une double image depuis bien longtemps : à la fois l'image d'une ville sportive et l'image d'une ville universitaire, et il est important que les deux se croisent. Pourquoi ? Parce que dans cette Commission, nous aurons la possibilité, et nous demanderons aux acteurs sportifs, de développer du diagnostic, du projet sur un certain nombre de thématiques. On pourra étudier chaque année une, deux, trois thématiques, très diverses. Ça peut être comment revoir – j'y tiens – notre traditionnelle fête des sports, qui jusqu'à maintenant, depuis longtemps, se faisait sur un point fixe, et de voir comment elle pourrait irriguer l'ensemble des quartiers – ça doit se construire, se monter avec l'ensemble des associations dans l'ensemble des quartiers. Ça peut être comment aborder la question de la féminisation du sport, comment aborder la question de l'inclusion. La liste est longue. Là nous avons à la fois les acteurs de terrain, ceux qui font, les clubs et les associations, et puis ceux qui font de la recherche, les profs d'EPS. J'y tiens beaucoup parce que, finalement, ce sont eux qui voient l'ensemble des jeunes, tous les jeunes, absolument tous les jeunes de la Ville, même ceux qui n'ont pas d'activités sportives en-dehors de leur établissement scolaire.

Un des enjeux sur lequel nous allons devoir nous pencher sérieusement avec cette Commission, c'est ce qu'on appelle le sport de demain. Le sport de demain, ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'on vient de traverser une crise extrêmement importante qui a touché durement le monde sportif amateur. On voit bien que, demain, on ne pourra pas continuer de fonctionner comme hier, parce que des crises comme celles-là – sous une forme ou sous une autre – elles peuvent se reproduire. La réponse qu'on a eue pendant cette crise, dans l'urgence – le Gouvernement nous y a obligé et c'était bien normal – ça a été de fermer des gymnases, de fermer des stades, des catégories d'âge, etc., alors que, tout le monde s'en est bien rendu compte – en particulier pendant le premier confinement, qui était un vrai confinement, dur – de la nécessité absolue de continuer d'avoir une activité physique et sportive.

Il faut imaginer avec ceux qui font le sport, ceux qui pratiquent le sport, avec le monde universitaire et avec ces profs d'EPS qui savent, eux, mettre en activité sportive des élèves qui, spontanément, n'y vont pas. Voir comment on peut développer l'ensemble de ces actions-là. Voilà quel est l'objectif de cette Commission : faire ensemble, faire avec ceux qui savent, ceux qui pratiquent pour développer au mieux les activités physiques et sportives sur l'ensemble de la Ville. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur MARTIN. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce rapport ? Je crois qu'encore une fois mettre toutes les parties prenantes autour de la table, c'est une très bonne chose, vous l'avez très bien posé : l'UNSS, les professeurs d'EPS, etc. On a ici des grands enjeux en termes de pratiques sportives, notamment accompagner, encourager, soutenir la féminisation de l'ensemble des clubs – qui est un élément extrêmement important. Il faut dire qu'au rugby et au basket, on a là de très beaux exemples – il y en a d'autres, je vais avoir des problèmes, parce que je ne cite pas tout le monde mais de très beaux exemples. Le handisport est un enjeu essentiel : Madame CABELLO, au titre de l'accessibilité universelle, ce week-end vous êtes allée saluer, avec Stéphane JANNEAU, Président de la Fédération de l'Hérault handisport, un de nos clubs de la Ville. On avait posé dans notre campagne électorale un débat qui traverse toute la société : le déclin de la pratique sportive et les enjeux sport et santé. On a aujourd'hui des jeunes, des pré-ados qui n'ont plus ou peu de pratiques sportives, ce qui pose des problèmes de santé importants.

On voit des phénomènes d'obésité qui sont assez préoccupants réapparaître. Voilà autant de défis que cette Commission va devoir traiter.

Au sein de cette Commission, il faut mettre les élus en charge des sports – ils sont nombreux. Je vous propose les candidatures de moi-même, Monsieur MARTIN, Monsieur MANSOURIA, Monsieur ASSAF et Madame HOUGUET. Madame DOULAIN, vous avez fait acte de candidature. Vous comprendrez qu'on y met les élus en charge du sport. Ça reste dans cet esprit-là. Je vous propose un vote à main levée. Vas-y Hervé, pour pas qu'il n'y ait de polémique.

Hervé MARTIN : Merci beaucoup. Vraiment, l'objectif – et c'est pour ça que les élus qui participent sont les élus au sport – est d'entrer en dialogue avec le monde sportif. Au fur et à mesure des thématiques qui seront traitées, bien entendu, il pourra être fait appel à tel ou tel élu. Je parlais de féminisation : il faudra voir avec Fatma NAKIB ; pour l'inclusion, avec Émilie CABELLO ; si on parle de sport et d'addiction, avec Élodie BRUN-MANDON. C'est-à-dire qu'on a là une structure de départ, qui est purement sportive, parce qu'il ne s'agit pas d'en faire un lieu d'arène politique, en quelque sorte. C'est vraiment d'y mettre les acteurs du monde du sport, institutionnels – finalement les élus font partie de ce monde institutionnel – et les acteurs sportifs. Après on agrémentera, en fonction de ce que demandera la Commission, avec tel ou tel élu.

Monsieur le Maire : Très bien. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

10. Jeunesse - Dispositif de soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2021-2022 – Approbation

Mme Catherine RIBOT entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 10. Je donne la parole à Madame BRUNET pour présenter ce dispositif très important qui a été instauré dès notre prise de fonction.

Véronique BRUNET : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. J'ai le plaisir de vous solliciter pour renouveler le dispositif « *coup de pouce aux jeunes* ». Vous l'avez initié l'an dernier, Monsieur le Maire. Il a effectivement permis à plus de 2 100 jeunes Montpelliérains de 6 à 16 ans d'en bénéficier. C'est un coupon à hauteur de 50 euros, qui permet lors d'une première adhésion à une association sportive, culturelle ou de loisir d'être aidé dans cette prise de licence. Nous savons tous combien ces activités sont un véritable enjeu en termes de soutien économique aux familles les plus précaires, afin de permettre à leurs enfants d'accéder à une pratique sportive, culturelle ou de loisir, qui est un réel vecteur d'épanouissement, de coéducation et d'insertion. Je vous remercie de bien vouloir renouveler ce dispositif pour la saison 2021-2022.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRUNET. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cela ? C'est unanime, donc c'est très bien. C'est pour aider les familles à ce que les enfants fassent du sport : 50 euros d'aide pour la première inscription, l'occasion d'une année de foot, de natation, de volley, etc.

Ça rentre dans notre bouclier social, parce que parfois le coût d'adhésion à un club est dissuasif. Là c'est un soutien, et c'est aussi un soutien aussi aux acteurs associatifs – je veux les saluer – qui parfois faisaient des tarifs sur critères sociaux ou assuraient la gratuité par solidarité pour une famille modeste. C'était notre engagement de campagne, c'était Johanna ROLLAND qui nous l'avait proposé dans nos échanges, à Nantes. D'avoir 2 000 familles qui ont été aidées pour une première adhésion de leur enfant au club sportif, c'est un levier pour qu'il y ait encore plus de jeunes qui pratiquent du sport dans la Ville. Alors il est vrai qu'avec la crise de la Covid-19, ça a été très compliqué cette année. Mais on fonde beaucoup d'espoir sur ce dispositif. Peut-être, Hervé, si tu veux rajouter un mot ?

Hervé MARTIN : Je voulais compléter avec un chiffre que vous venez de donner, qui est de 2 000 familles qui ont pu être aidées à la rentrée dernière, ce qui est assez important. D'abord, 2 000 familles, ce n'est pas rien, mais en plus ça avait été voté dans l'urgence au mois de juillet pour une application immédiate, et c'est vrai que ça a le double effet, bien sûr d'aider ces familles qui connaissent des difficultés pour pouvoir inscrire leurs enfants dans des clubs, mais aussi pour cette année – qui a été très particulière – d'aider les clubs à garnir un peu leurs troupes, alors que les gens étaient en hésitation à aller s'inscrire. C'est un petit peu le double effet positif de ce dispositif.

Monsieur le Maire : Merci Hervé. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

11. Jeunesse - Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 11. Bourse Initiatives Jeunes. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

12. Ville éducative et réussite scolaire - Projet Educatif de Territoire (PEdT) - Avenant de prolongation pour l'année scolaire 2021/2022 - Autorisation de signature

Mme Véronique BRUNET sort de séance avec le pouvoir de Mme Tasnime AKBARALY.

Mme Clara GIMENEZ sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 12. On demande une prolongation d'un an du PEdT qui va être mis en concertation à partir de la rentrée prochaine. Quelques mots, Madame DOMBRE COSTE.

Fanny DOMBRE COSTE : Oui simplement pour dire que nous lançons à partir de la rentrée une grande concertation pour essayer de penser autrement l'école de demain, l'école 2030. Cette grande concertation va évidemment regrouper l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, directeurs, enseignants, les familles bien sûr, tous les acteurs de l'éducation populaire, l'Éducation nationale, mais aussi les enfants, parce que nous souhaitons travailler ensemble sur trois items particuliers : l'école dans la transition écologique, sociale et démocratique ; l'école au cœur du quartier avec la question des mobilités, du cheminement de l'enfant ; et puis bien sûr l'école accueillante – avec un vrai travail qu'on va mener sur l'innovation pour le bien-être des enfants à l'intérieur des écoles, dans les futures écoles de demain.

Ce travail de concertation va démarrer en septembre, d'abord par un premier séminaire sur les maternelles, et ensuite se poursuivra par effectivement la construction de ce nouveau PEdT qui arrivait à son terme en juin de cette année et que nous prolongeons pour une année supplémentaire, pour nous laisser le temps de lancer cette grande concertation, qui va durer plusieurs années.

Je voudrais juste pour terminer me faire l'écho du retour des écoles – quand même, puisque je suis dans les écoles toutes les semaines – et je voudrais dire toute la satisfaction des directeurs des écoles et des enseignants, au vu des efforts consentis par la Municipalité depuis le début du mandat. Il ne se passe pas une école sans que j'ai des retours positifs et des remerciements. Je voudrais quand même terminer en disant que, tout particulièrement – et ça c'est plus important peut-être encore que les remerciements – ce sont les retours qui sont faits sur l'efficacité du soutien scolaire public gratuit et laïc, que nous avons mis dans les écoles. Je rappelle que ce dispositif existe dans toutes les écoles, sauf dans les classes REP et REP+, où il existe un dispositif encore plus resserré de l'Éducation nationale. Sinon, toutes les écoles sont couvertes par le soutien scolaire public gratuit et laïc. Ce soutien scolaire, selon certains directeurs – nous allons l'évaluer bien sûr, pour vérifier son efficacité – les retours que j'ai de certaines écoles montrent que nous avons sorti certains enfants qui étaient en perdition après le premier confinement et que ces enfants ont pu non seulement retrouver leur niveau, mais progresser cette année dans leur parcours scolaire. On ne peut que s'en réjouir à se féliciter de l'efficacité de ce dispositif que nous allons déployer encore, dès que la pandémie nous le permettra, dans toutes les médiathèques de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame DOMBRE COSTE. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

13. Protection de la population et tranquillité publique - Prévention et sensibilisation à la sécurité routière - Interventions de la Police Municipale dans les écoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier - Convention 2021/2022 - Autorisation de signature

Mme Véronique BRUNET entre en séance avec le pouvoir de Mme Tasnime AKBARALY.

Monsieur le Maire : Affaire n° 13. Prévention et sensibilisation à la sécurité routière ; interventions de la police municipale dans les écoles. C'est un dispositif très classique. Je voudrais saluer le travail des APE (Agent de Protection des Ecoles). On a eu des écoles tests, ça marche très bien. Il y aura une campagne de recrutement pour sécuriser les abords des écoles. Il y a eu encore un accident, fort heureusement léger, à l'école Olympe-de-Gouges : le petit bonhomme n'aura pas de séquelles, enfin les nouvelles sont plutôt bonnes. Mais on doit continuer nos efforts en la matière. Est ce qu'il y a des demandes de prise de parole auprès de Monsieur COTE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

14. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Engagement d'une nouvelle campagne d'aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités de 2021 à 2026 – Approbation

Monsieur le Maire : Monsieur CHARTIER, requalification des devantures commerciales ; lancement de la nouvelle campagne de ravalement. Un budget de 1,3 million d'euros a été positionné pour accompagner les commerces de proximité, pour pouvoir refaire leurs devantures commerciales avec là encore des objectifs du point de vue de la transition écologique, notamment sur l'éclairage, sur l'esthétique et sur l'attractivité. Ça doit nous aider dans notre mobilisation en faveur de l'Écusson, ça vient compléter le dispositif. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur PATERNOT, vous avez la parole.

Bruno PATERNOT : Monsieur le Maire, chers élus. La qualité de l'environnement visuel est un axe important de notre majorité. Il me semble qu'il y a peu de collectivités qui ont désigné des élus à l'embellissement de la ville ou encore à l'esthétique lumineuse et sonore. La beauté de la Ville passe d'abord par une Collectivité exemplaire – ce que nous mettons en place, et on balaie d'abord devant notre porte avant d'aider les autres à faire de même. C'est une Collectivité qui ne mégote pas sur la qualité des matériaux, qui fait appel à des artistes pour collaborer à la rénovation de la Ville, qui plante partout arbres et fleurs, et ceci dans toute la Ville. Nous travaillons sur les sites remarquables, mais ferons en sorte qu'on remarque tous les sites, de la Paillade à Odysseum, de Celleneuve aux Aubes. Durant le mandat, la qualité du paysage urbain s'étendra partout, en partenariat avec chaque Adjoint et Adjointe de quartier. Montpellier, Ville aux multiples facettes, va se rénover sur elle-même, quartier par quartier. Nous travaillerons avec Laurent NISON à une continuité et à une logique par quartier, à une écologie de la relation, qui se fait en fonction du réel. À la carte, nous préférons le territoire ; à la simulation sur un ordinateur, nous préférons le terrain. Pas de globalisation sur toute la Ville, mais une réflexion de cohérence, parce qu'on ne vit pas de la même façon à Figuerolles ou à Malbosc, au Millénaire ou dans l'Écusson. Chaque quartier, chaque facette a son identité. Et une Ville boule à facettes pour un élu à l'ambiance sonore, forcément, ça ne pouvait que me faire plaisir.

Outre les bâtiments publics, nous aidons les bâtiments privés à se mettre au goût du jour. Un de nos objectifs est de bien expliquer que visible ne veut pas dire moche, résilient ne veut pas dire triste, élégant ne veut pas forcément dire coûteux. Ces aides seront conditionnées au fait d'être plus résilient : pas de pollution lumineuse, pas de nuisance sonore, des enseignes sans excès – mais nous en reparlerons tout à l'heure. Il s'agit donc, en un mandat – ça va très, très vite – d'être capable de définir ce que sont les imaginaires des villes.

*« Tous les chemins vont vers les villes.
Ce sont des ponts tressés en fer,
Jetés, par bonds, à travers l'air ;
Ce sont des blocs et des colonnes
Que dominant des faces de gorgones ;
Ce sont des tours sur des faubourgs,
Ce sont des toits et des pignons,
En vols pliés, sur les maisons ;
C'est la ville tentaculaire »*

L'extrait de ce poème d'Émile VERHAEREN date de 1895, et cette image, cette symbolique de la ville tentaculaire, elle doit devenir notre héritage, elle doit rester au début du XX^e siècle d'APOLLINAIRE ou de PRÉVERT, et nous devons rénover, réinventer les imaginaires.

Le nous, c'est la Collectivité mais ce sont aussi les commerces, les habitantes et les habitants, les entreprises. Nous, c'est tout le monde. Tout mon travail sur l'esthétique lumineuse sera de reprendre le titre du livre de Richard BOHRINGER, *C'est beau une ville la nuit*, mais aussi d'affirmer en tant que délégué à la qualité de l'environnement visuel que, c'est beau ma Ville le jour. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur PATENOT. Je préfère HOUELLEBECQ en littérature qu'en politique. Par contre, Emile VERHAEREN en poésie, ça... Je propose de mettre aux voix. Le printemps est inexorable quand on vous écoute, Monsieur PATERNOT. Je propose de mettre aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

15. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Ensuite, affaire n° 15. Trois locaux d'activité ont bénéficié des aides. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

16. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier de Celleneuve - Augmentation du taux de subventionnement des travaux de ravalement - Modification du règlement de ravalement obligatoire – Approbation

Mme Véronique BRUNET sort de séance avec le pouvoir de Mme Tasnime AKBARALY.

Monsieur le Maire : Quartier de Celleneuve – on reviendra sur Celleneuve à plusieurs reprises dans les différents Conseils. Augmentation du taux de ravalement pour aider les propriétaires, pour protéger l'identité historique du quartier. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

17. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Quartier de Celleneuve ; dispositif d'aide au ravalement. Qui a des questions auprès de Madame FAYE. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

18. Egalité et droits des femmes - Création du Collectif Gisèle Halimi pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes à Montpellier – Approbation

*Mme Véronique BRUNET entre en séance avec le pouvoir de Mme Tasnime AKBARALY.
Mme Clara GIMENEZ entre en séance.
Mme Radia TIKOUK sort de séance.*

Monsieur le Maire : Madame NAKIB, création du Collectif Gisèle-Halimi.

Fatma NAKIB : Bonjour. Déjà, je vais commencer par signaler une petite imprécision sur cette délibération. Il s'agit d'un collectif impulsé par la Mairie et non d'une Commission. C'est pourquoi la présence des élus n'est pas souhaitée à ce stade. Mais en revanche une Commission dédiée sera impulsée à une date ultérieure pour suivre les propositions qui seront faites au sein de ce Collectif.

Le Collectif Gisèle-Halimi est créé sous l'égide de la Ville de Montpellier et répond à une attente des associations, mais aussi des institutions qui œuvrent sur le territoire pour la promotion du droit des femmes et la lutte contre les violences. Les associations sont à ce titre en première ligne à Montpellier. Le Collectif Gisèle-Halimi participera à éclairer les décisions et renforcera ainsi notre politique municipale que vous avez voulu forte, Monsieur le Maire. Le principe, c'est de créer un collectif solide, développant l'entraide et la coopération entre les associations mais aussi avec les institutions, et la coopération afin d'améliorer l'efficacité des actions menées. Il apparaît comme une plus-value pour le territoire de Montpellier.

Nous avons eu une première réunion le 1^{er} juin pour lancer ce collectif et des thématiques principales sont apparues, qui sont, je cite rapidement : l'égalité professionnelle et le renforcement de la parité ; la lutte contre la précarité et sur des questions de santé et d'insertion ; l'éducation et la sensibilisation contre le sexisme ; la place des femmes dans l'espace public ; la lutte contre les violences faites aux femmes ; mais aussi la lutte contre les discriminations vécues par les familles monoparentales, dont on sait qu'elles sont principalement des femmes mères seules avec enfants. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci. Est ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Évidemment, je me réjouis de la création de ce comité, qui va rassembler du coup toutes les associations qui luttent sur notre territoire pour l'égalité femmes-hommes.

Il y avait deux remarques sur la délibération qui nous est soumise au vote. La première, c'est sur la fréquence des plénières. Il me semble lors de la première rencontre qu'il avait été plutôt émis le souhait d'en avoir plusieurs chaque année. Là, on n'en mentionne qu'une par an, de mémoire. Je pense qu'il est important de garder un rythme régulier de rencontres pour créer justement du lien entre ces structures qui parfois bossent sur des sujets différents mais qui ont besoin justement, dans cet esprit de co-construction, de mettre autour de la table tout le monde, d'avoir plusieurs plénières l'année. Ça n'empêche pas qu'il y ait aussi des commissions de travail, évidemment, mais il faut que ce soit régulièrement pour un petit peu que les travaux soient rendus régulièrement. Ça c'était ma première question sur ce qui est décidé, au final, sur la régularité des séquences et des plénières ?

Et puis la deuxième : j'ai fait en fonction la délibération qui m'a été présentée il y a cinq jours – il est mentionné la présence d'élus – donc je reviens un petit peu à la charge sur le sujet. Moi je trouverais ça bien – et je crois que ça a été d'ailleurs exprimé durant la première plénière – pour éviter toute récupération politique qui serait extrêmement fâcheuse sur ce Comité Gisèle-Halimi, qu'il y ait aussi des élus d'opposition. Je me présente.

Je suis désolée parce qu'en fait on ne nous demande jamais si on veut ou pas, et qui va constituer les commissions, les comités, les copils, etc. vous les appelez comme vous voulez. Moi je pense que c'est intéressant au contraire qu'il y ait des élus minoritaires. Jusqu'à présent, j'ai toujours fait preuve d'énormément de travail dans mon investissement, dans le mandat, de transparence. Il n'y a aucune raison que ce ne soit pas le cas sur celle-ci. Je reviens sur les propos de Monsieur MARTIN, qui disait « oui, peut-être que si on a un sujet féminisation sur notre Commission extra-municipale, on fera venir des femmes ». C'est gentil, parce que, les élus qui composent votre Commission, il y a quatre hommes sur les cinq. Très intéressante, en tout cas, votre vision. À un moment donné, il faut de la cohérence. Moi je dis juste que je trouve ça dommage que les élus minoritaires ne soient pas invités à siéger, dans un esprit de transparence, de démocratie. S'il n'y a rien à cacher...

Hervé MARTIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire : S'il vous plaît. Finissez.

Christian ASSAF

Intervention hors micro.

Alenka DOULAIN : Une remarque, Monsieur ASSAF ? Super intéressant. Concentrez-vous sur vos mandats, ça fera du bien à tout le monde.

Ce que je veux dire, c'est que je ne vois pas pourquoi les élus minoritaires ne peuvent pas participer à la Commission. Plus tard il nous sera soumis au vote, par exemple, la Commission Consultative locale des Services Publics Locaux. Je veux dire : on n'a même pas les comptes rendus. Comment voulez-vous qu'on ait accès à l'information, qu'on puisse faire un travail de fond fourni si, derrière, on n'a pas accès à ces espaces d'échange et de pouvoir ? Merci pour vos réponses sur cette question.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, merci de votre intervention. Chers collègues, je vous demande juste une chose. Vous l'avez évoqué en début de séance : pas de procès d'intention. Je vous le dis : ici nous sommes une Assemblée paritaire. L'engagement pour la féminisation, pour lutter contre ces insupportables inégalités dans le sport – insupportables – tout le monde le porte. Je trouve que le mot que vous avez eu à l'endroit de Monsieur MARTIN – pour bien le connaître et pour connaître ses engagements sur tous ces sujets-là... C'est un supporter très régulier justement du rugby féminin. Je trouve que d'avoir laissé entendre qu'il pouvait faire preuve de sexisme est je crois une maladresse de votre part. Si ce n'est pas le cas, c'est blessant et ce n'est pas justifié. Madame, c'est un objectif d'ordre politique. Moi je suis Maire de Montpellier et je défends la féminisation du sport, comme homme, et je pense que c'est essentiel, c'est fondamental. Je vais même vous dire : dans quelques semaines, vous voterez dans les subventions aux associations sportives des lignes dédiées pour accompagner, pour féminiser, et ce sera proposé par Monsieur MARTIN. Vraiment, je pense que c'est une maladresse de votre part.

Alenka DOULAIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire : Écoutez, dont acte. Madame NAKIB, vous répondez sur la participation à la Commission du tissu associatif. Allez-y.

Fatma NAKIB : Déjà, il ne s'agit pas d'une Commission, je tiens à le préciser. C'est un collectif associatif et la demande était très forte de pouvoir se réunir ne serait-ce que pour se connaître, pour mutualiser des moyens. Il ne s'agit pas du tout d'une Commission extra-municipale politisée. Ça je tiens à le préciser. S'il devait y avoir des élus, on a prévu qu'il y ait une Commission qui soient créée en 2022, de manière à pouvoir rendre compte des travaux de ce collectif. Ça c'est une première chose.

La deuxième chose : si je peux me permettre, dire un petit mot sur le sport et la féminisation du sport. Avec Monsieur Hervé MARTIN, on travaille depuis le début de l'année là-dessus. Effectivement, ce sera un sujet qu'on travaillera ensemble.

Monsieur le Maire : Merci. Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Bravo.

Je voudrais indiquer aussi, me réjouir du nom du Collectif Gisèle-Halimi. Ce qu'on appelle « *le bâtiment URSSAF* » à la Mosson va changer de nom, parce que URSSAF, ce n'est pas le sujet. Il s'appellera « *le bâtiment Gisèle-Halimi* ». Nous le dénommerons ainsi. Il y aura en-dessous les indicateurs (social, économie, citoyenneté), mais ce sera « *le bâtiment Gisèle-Halimi* » cette femme absolument remarquable qui a, comme avocate, plaidé pour le droit à l'IVG, qui a été à l'origine et partie prenante du manifeste des 343, dont la vie a été l'engagement pour le féminisme, fort heureusement, dans cette conviction, entraînant l'ensemble de la société, permettant des transformations indispensables pour les femmes, et sur lesquelles nous devons être inlassablement vigilants, notamment dans l'accès à la contraception et en particulier sur le droit à l'IVG. Donc « *Gisèle-Halimi* » sera le nom du collectif, et ce sera aussi le nom d'un grand lieu de vitalité sociale, économique, citoyenne dans le quartier de la Mosson.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

19. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Blaise Pascal - Concession d'aménagement Ville de Montpellier/Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Clôture de la concession – Approbation

Mme Radia TIKOUK entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 19. Clôture de la ZAC Blaise-Pascal. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 58 voix

20. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a situées rue des Chasseurs - Réalisation d'une chaufferie biomasse – Approbation

Mme Alenka DOULAIN sort de séance.

Monsieur le Maire : ZAC EAI ; cession de parcelles. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Merci beaucoup.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Mustapha MAJDOUL, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

21. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Lot n°3e Bâtiment « Musée » - Demande d'agrément de candidature de la Société SAS SERM.ID ou une de ses filiales – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 21, sur l'EAI. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

22. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Domaine de Grammont - Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole d'un terrain pour l'extension du Skatepark et la création d'un centre d'entraînement de BMX Free Style - Allée Manitas de Plata - Parcelle cadastrée RH 14partie – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 22. Extension du skatepark. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

23. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Copropriété des Cévennes - Maison de Quartier Jean Pierre Chabrol - Avenue du Professeur Louis Ravas - Sortie de la copropriété - Constat de désaffectation et déclassement des emprises - Servitude d'accès – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 23. Copropriété des Cévennes ; Maison de Quartier Jean-Pierre-Chabrol. Ce sont les travaux de sauvegarde de bâtiments. Je précise que sur l'avenue Louis-Ravas, dans le second semestre, vont avoir lieu des travaux. Je vois Madame TIKOUK, qui suit ça de près, pour pouvoir traiter la devanture des commerces. C'est une copropriété privée, mais sur laquelle nous allons pouvoir intervenir. Des travaux transitoires qui préfigureront la transformation de l'avenue Louis-Ravas avec la mise en œuvre du bus express.

C'est très attendu par les commerçants, par les habitants du quartier. C'est un endroit où nous allons réglementer le stationnement, parce qu'aujourd'hui il est chaotique, et mettre en œuvre des dispositifs pour que la propreté soit mieux accompagnée. C'était privé, donc il était difficile pour la Collectivité de prendre la main. Là on a trouvé les dispositions, donc on va engager ça rapidement.

Je mets aux voix. Est-ce que vous êtes contre ? Est-ce que vous vous abstenez ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

24. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Agriparc du Mas Nouguier - Acquisition de la propriété bâtie des consorts CHEVRIER - 576 rue de la Madeleine - Parcelles cadastrées DZ 36 et DZ 37 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 24. Agriparc Mas Nouguier. Je mets aux voix, s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

25. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Aliénation de la parcelle IL située 69 Rue William et Catherine Booth à Montpellier, propriété de la Commune de Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 25. Aliénation d'une parcelle. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

26. Ville sportive - Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Redevances minorées - Conventions d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 26. Installations sportives ; redevances minorées pour les associations. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

27. Vie associative et Maisons pour Tous - Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 27. Mise à disposition des salles dans les Maisons pour Tous à titre gratuit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Je précise que, grâce au travail de Madame HOUGUET, 5 Maisons pour Tous seront ouvertes durant l'été pour pouvoir accompagner les jeunes, les adolescents qui ne partent pas en vacances. C'est extrêmement important. Merci Madame HOUGUET, aux équipes. Nous aurons l'occasion d'en reparler, mais du 1^{er} au 15 août, souvent, il n'y avait plus d'activités, on se retrouvait avec des jeunes qui s'ennuyaient, qui parfois pour une toute petite minorité pouvaient faire des bêtises. Là il y a un lieu de sociabilité, de projet, de partage. Donc bravo.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

28. Petite enfance et enfant dans la Ville - Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Saint-Martin - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association "Jouons en Ludothèques" - Autorisation de signature

Mme Stéphanie JANNIN quitte définitivement la séance.

Monsieur le Maire : Affaire 28. Petite enfance. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

29. Petite enfance et enfant dans la Ville - Crèche "Les Infantines" - Renouvellement de la convention d'occupation du domaine public - Redevance minorée - Autorisation de signature

Mme Alenka DOULAIN entre en séance.

Monsieur le Maire : Crèche « Les Infantines » ; renouvellement d'occupation du domaine public ; redevance minorée. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

30. Protection de la population et tranquillité publique - Police Municipale - Escortes de l'équipe du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2021-2022 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 30. Prise en charge des frais de la police municipale lors des manifestations sportives de notre club de foot. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

31. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de Police Municipale - Etat-major – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 31. Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de la police municipale pour l'État-major. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

32. Ressources humaines et dialogue social - Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 32. Tableau des effectifs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des abstentions ? Des refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

33. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités d'attribution des aides financières par la Commission Sociale du Personnel – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 33. Modification des modalités d'attribution des aides financières par la Commission Sociale du Personnel. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

34. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de versement de la prestation d'action sociale pour les départs à la retraite – Approbation

Monsieur le Maire : Modification des modalités de versement de la prestation d'action sociale pour les départs à la retraite. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

35. Ressources humaines et dialogue social - Reconduction de la mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 35. Reconduction de la mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

36. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de Montpellier Méditerranée Métropole – Approbation

Monsieur le Maire : Cette fois-ci, c'est pour un agent de catégorie C. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

37. Ressources humaines et dialogue social - Création de vacations pour événements soudains ou majeurs ou nécessitant la sécurisation de lieux et de personnes – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 37. Création de vacations pour événements soudains ou majeurs, nécessitant la sécurisation de lieux et de personnes. Il s'agit de notre politique de prévention des risques. Exemple : là on arrive peut-être dans un épisode de canicule ; c'est de pouvoir prendre en charge les gens qui vont aller dans les EHPAD, auprès des personnes âgées, pour l'eau, face aux vulnérabilités. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

38. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) de la Ville de Montpellier – Approbation

Monsieur le Maire : Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de la DSI. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

39. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 39. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Métropole. Il s'agit d'un ingénieur. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

40. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier - Local 114 rue Jules Isaac - Renouvellement - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Madame SAURAT ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

41. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Convention de location entre la Ville de Montpellier et le Bridge Comédie Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Mme Isabelle MARSALA sort de séance avec le pouvoir de Mme Joëlle URBANI.

Monsieur le Maire : Madame SAURAT. Convention de location entre la Ville de Montpellier et le Bridge Comédie ; avenant n° 1. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN – je crois connaître votre intervention. Allez-y.

Alenka DOULAIN : On verra.

Monsieur le Maire : Au sujet du Maire honoraire ?

Alenka DOULAIN : Oui voilà, donc cette délibération porte sur un avenant à la convention passée avec une association de la Ville, le Bridge Comédie. Cet avenant autorise l'association concernée à servir et à vendre des boissons alcoolisées. Sur le principe, je n'y vois évidemment aucune opposition, de mon côté. Je suis même sincèrement ravie d'apprendre que l'association en question va en bénéficier, mais on notera quand même qu'une ancienne Maire en est administratrice, et on notera du coup que cette association pourra proposer des boissons alcoolisées à ses adhérents dans des locaux neufs et mis à disposition par la Ville à un loyer réduit.

J'aurais simplement une petite question. Puisque j'ai entendu, je cite : « *que vous teniez au respect de la règle, et que cette règle est la même pour tous* », ma question est très simple. Quel formulaire faut-il remplir pour obtenir des avantages identiques ? Parce que moi j'ai plusieurs associations qui m'ont contactées et qui voudraient bien pouvoir accéder à ce type de dispositif. Ces associations n'ont pas de locaux, elles n'ont pas d'autorisation de débit de boissons, elles n'ont pas d'autorisation d'Occupation du Domaine Public (ODP) ni de subventions. Elles ne savent pas forcément comment s'adresser à la Mairie pour avoir accès à ces programmes. Merci pour vos réponses et pour elles.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, d'abord, pas de sous-entendu : c'est très bien que le Maire honoraire de Montpellier puisse exercer une activité associative et participer à la vie de la cité. Je veux d'ailleurs très chaleureusement remercier Hélène MANDROUX – j'ai oublié de la faire tout à l'heure – d'avoir participé à la campagne de vaccination au sein de l'Hôtel de Ville. Elle a beaucoup d'engagements associatifs. Elle nous a fait l'honneur d'être à nos côtés lors de l'inauguration de la salle HARVEY-MILK. Elle est très présente et c'est bien. Elle est pleinement engagée dans la vie de la cité.

Alors, c'est très simple : une association, comme par exemple ADEMASS, qui a occupé le parc de la Guirlande pour offrir un moment, c'est une demande d'occupation de l'espace public. C'est une activité associative, culturelle. Il y a une demande pour pouvoir avoir le droit d'avoir une activité de buvette, qui va financer l'activité de l'association, qui va rémunérer les concerts, comme les clubs sportifs. Tout ça, c'est connu, il faut faire une demande d'ODP, aussi simplement que ça. Ensuite, vous êtes une association et vous voulez un loyer minoré – enfin zéro, il y a une recette pour la Collectivité qui n'est quand même pas à la portée de n'importe quel acteur associatif, pas à la portée par exemple le FC Petit-Bard – : les locaux sont mis à disposition et c'est l'examen en Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA). Ensuite va commencer la campagne d'examen des subventions pour l'année à venir : les dossiers sont déposés, ils font l'objet d'une instruction, d'abord par les services, pour voir si on est bien en conformité, puis d'arbitrages par les élus, dans l'enveloppe budgétaire qui a été allouée. Souvent, les associations – et c'est bien normal – aspirent à un effort financier accru de la part de la Collectivité, mais il nous faut toujours être rigoureux. Il y a des choix qui s'opèrent, et c'est vrai que quand on peut les accompagner sur des modèles de financement qui permettent de soutenir leur activité, c'est bien – comme nous le faisons avec le chèque à 50 euros pour pousser à la pratique sportive, parce que plus il y a de licenciés, plus l'association est soutenue. Voilà : il suffit d'en faire la demande.

Madame DOULAIN, si jamais il y a des associations qui vous en font part, vous n'hésitez pas à nous signaler les choses, s'il y a des dysfonctionnements – ça peut arriver. Il y a une grande vitalité associative. Par exemple, pour l'Antigone des associations – ce très bel événement se prépare, qu'on espère, on veut absolument le tenir – : les associations doivent faire leur demande de stand, et on va plutôt privilégier, évidemment, toutes les activités associatives, plutôt que les activités de type lucratives. Par exemple, une ODP a été refusée de manière assez ferme, parce que ce n'était pas une activité associative, mais le but était de faire une concurrence directe avec les établissements qui s'inscrivent dans la réglementation dans la vente d'alcool. Là on a opposé une fin de non-recevoir. Voilà les différentes modalités.

On a beaucoup de souci d'être aux côtés de la vie associative. Bientôt on procédera d'ailleurs par convention, pour pouvoir donner de la stabilité budgétaire pour les associations. Il faut du temps parce qu'il y en a beaucoup. Il faut bien identifier ça. Mais tout l'enjeu, c'est de soutenir. Ça va d'ailleurs être bien précisé, tout ce que j'ai dit, sur le site internet de la Ville, sous un portail des associations qui, lui aussi, va faire l'objet d'une refonte. Mais là, pareil, pour bien faire, il faut un peu de temps avec le lien entre les associations, les services de la Ville. Voilà l'exemple de dossiers que la Commission extra-municipale des sports pourra appréhender. On ne part pas de zéro, il y a un travail très important qui a été fait, année après année, autour du tissu associatif.

Quant à Madame MANDROUX, moi je suis ravi de savoir qu'elle s'engage auprès des Montpelliérains, et je pense qu'à son endroit, tout sous-entendu est malvenu.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

42. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Bail commercial entre la Ville de Montpellier et Constructys Languedoc-Roussillon - Locaux 3490 avenue Etienne Méhul - Centre Technique Municipal Garosud - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 42. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

43. Finances - Compte Administratif et compte de gestion 2020 – Approbation

Mme Isabelle MARSALA entre en séance avec le pouvoir de Mme Joëlle URBANI.

M. Christian ASSAF quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Mme Hind EMAD quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. Yannick CHARTIER.

Monsieur le Maire : Il s'agit du compte administratif. Je propose de céder la présidence de séance, puisque je ne dois pas siéger, à Fanny DOMBRE COSTE. Je propose la candidature. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

A l'issue d'un vote à main levée, la candidature de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Présidente de séance ad hoc est accepté à l'unanimité.

M. Michaël DELAFOSSE sort de séance.

Madame DOMBRE COSTE prend la présidence de séance.

Fanny DOMBRE COSTE : Merci. Donc ce compte administratif concerne l'exercice 2020, la gestion de nos prédécesseurs, puisque nous n'étions pas élus sur la totalité de l'année. Je propose à Michel ASLANIAN de rapporter cette affaire.

Michel ASLANIAN : Merci, Madame DOMBRE COSTE. Le compte administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget et doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le trésorier municipal. Nous aurons donc à voter sur quatre nombres : les dépenses de fonctionnement, les recettes de fonctionnement, les dépenses d'investissement et les recettes d'investissement.

Tout d'abord, un petit point sur l'impact 2020 de la crise sanitaire qui, finalement, nous a coûté 9,8 millions d'euros, avec une diminution des recettes perçues pour 6,9 millions d'euros, la mise en place de mesures exceptionnelles pour 6,2 millions d'euros de charges et une réduction des dépenses sur certains postes (énergie, achats) estimée à 3,3 millions d'euros. Par ailleurs, la Ville de Montpellier a utilisé en 2020 la possibilité ouverte par la loi aux collectivités d'étaler les charges liées à la Covid-19, afin de réduire l'impact sur la section de fonctionnement. 0,7 million d'euros de charges Covid-19, qui correspondent en gros au nettoyage, achat de masques, ont été ainsi étalés sur 5 ans par délibération de ce même Conseil au 14 décembre 2020, ce qui a permis d'atténuer l'impact de la Covid-19 de 0,5 million d'euros sur l'année.

Si on considère la section de fonctionnement, les dépenses réelles de la section de fonctionnement s'élèvent à 297,8 millions d'euros, dont 176,2 millions d'euros de dépenses de personnel, 82,7 millions d'euros de charges courantes et subventions, 3,3 millions d'euros de charges financières et 35,6 millions d'euros d'attributions de compensations versées. Sur les recettes réelles de fonctionnement, 354,7 millions d'euros : 229,7 millions d'euros de recettes fiscales ; 99,8 millions d'euros de dotations, compensations, subventions ; 21,5 millions d'euros de produits des services et du domaine ; et 3,7 millions d'euros d'autres recettes, comme des recettes exceptionnelles et des remboursements de la Métropole. Je suis désolé : c'est un peu aride.

Le bouclage réel par section sur la section d'investissement. Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent en 2021 à 104,8 millions d'euros : 53,3 millions d'euros de dépenses d'équipement ; 11,2 millions d'euros de remboursement du capital de la dette ; 10,5 millions d'euros d'attributions de compensations ; 9,7 millions d'euros de subventions d'investissement ; 7 millions d'euros de gestion active de la dette ; et 13,1 millions d'euros d'autres dépenses comme des versements d'avances. Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 53,3 millions d'euros, dont 8,9 millions d'euros de dotation, 3,3 millions d'euros de subventions d'investissement, 29 millions d'euros d'emprunts et 12,1 millions d'euros d'autres recettes.

Concernant l'épargne et la situation financière, nous avons un ralentissement des dépenses réelles de fonctionnement, une très légère diminution des recettes de fonctionnement, ce qui nous a permis une progression de l'épargne brute de 5 % et de l'épargne nette de 5,8 %. 209,4 millions d'euros d'encours de dette au 31 décembre 2020, dont 19,1 millions d'euros issus d'emprunts remboursés en début de l'année 2021. Une capacité de désendettement stabilisée à 3,7 année, soit le même ratio qu'en 2019, ce ratio qui témoigne du faible endettement de la Ville. L'emprunt d'équilibré s'est donc élevé à 29 millions d'euros en 2020.

Les recettes réelles de fonctionnement : 354,7 millions d'euros. Principales sources de financement : 229,7 millions d'euros de fiscalité ; 99,6 millions d'euros de dotations et compensations ; 21,5 millions d'euros de produits et services du domaine ; 3,7 millions d'euros d'attributions de compensations.

Sur les recettes réelles d'investissement, 91,5 millions d'euros : 29 millions d'euros d'emprunts ; 3,3 millions d'euros de subventions reçues ; 8,9 millions d'euros de fonds de compensation de la TVA ; et 12,1 millions d'euros d'autres recettes, comme le remboursement d'avances, ventes à tempérament, remboursement des travaux Métropole.

Sur les dépenses réelles de fonctionnement, nous avons eu 297,8 millions d'euros : - 1 % d'évolution avec le changement de régime de provisions à l'impact de la crise sanitaire ; 4 millions d'euros déployés en fonctionnement pour assurer la protection sanitaire des Montpelliérains ; 176,2 millions d'euros de masse salariale, en progression de 1,8 %.

Les dépenses réelles d'investissement : 104,8 millions d'euros, dont 53,3 millions d'euros de dépenses d'équipement. On peut noter quatre nouvelles APCP ouvertes en 2020 : le plan numérique dans les écoles pour 4,8 millions d'euros ; le confort thermique et la visualisation dans les écoles pour 2,6 millions d'euros ; les travaux dans la Maison pour Tous Rosa-Parks, 1,6 million d'euros ; et le rééquilibrage de la Ville dans la ZAC Beausoleil, 1,6 million d'euros.

Voilà, Madame, en gros, ce qu'on pouvait dire.

Fanny DOMBRE COSTE : Merci, Monsieur ASLANIAN. Est-ce qu'il y a des demandes de prises de parole ? S'il n'y a pas de demandes de prise de parole, on va procéder au vote. Nous devons voter donc chaque section séparément.

On va procéder au premier vote, de la section de fonctionnement, dépenses : un montant total des dépenses, réalisation plus reste à réaliser, de 322 368 294,36 euros. Est ce qu'il y a des votes contre ? Est ce qu'il y a des abstentions ?

Nous passons maintenant au vote de la section de fonctionnement, des recettes. Total des recettes réalisées, plus reste à réaliser : 370 503 853,36 euros. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, dépenses. Total des dépenses, réalisation plus reste à réaliser : 171 719 993,56 euros. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, recettes. Total des recettes, réalisation plus reste à réaliser : 140 098 842,10 euros. Même vote ? Même vote. Je vous remercie.

Est-ce que quelqu'un peut aller dire au Maire que le vote a été réalisé sur le compte administratif ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOSSI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Joëlle URBANI, M. Philippe SAUREL, Mme Annie YAGUE.

M. Michaël DELAFOSSE entre en séance.

Monsieur le Maire reprend la présidence.

44. Finances - Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 44. Il s'agit des tarifs de la TLPE. On propose de mettre au plafond la taxe sur l'affichage numérique d'une part, et sur un certain nombre d'enseignes, une augmentation de 8 % qui s'inscrit dans une quête de recettes mais aussi volonté de réduction de la publicité. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT : Quelques petites précisions. On va aller très, très vite. Je me tiens à disposition de tous citoyens, citoyennes, élus pour préciser – c'est assez complexe. Juste pour dire que cette taxe est encadrée par des questions légales : c'est l'État qui décide de combien on peut augmenter ou pas, et que nous arrivons au plafond de ce que nous pouvons faire. La précédente majorité avait limité l'augmentation ; nous allons maintenant au taquet de ce qu'on a le droit de faire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur PATERNOT. L'application sera effective sur l'année 2023. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

45. Finances - Méthodes et durées d'amortissement des immobilisations de la Ville de Montpellier – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 45. Méthodes et durées d'amortissement des immobilisations de la Ville de Montpellier. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

46. Finances - Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre exercice 2020 – Approbation

Mme Véronique BRUNET sort de séance avec le pouvoir de Mme Tasnime AKBARALY.

M. Hervé MARTIN sort de séance avec le pouvoir de M. Georges ARDISSON.

Mme Clara GIMENEZ sort de séance.

Monsieur le Maire : Expérimentation de la certification des comptes ; rapport des professionnels. Michel va présenter.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Juste un petit rappel. Inscrite dans la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités territoriales est un dispositif destiné à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements.

La Ville de Montpellier – qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques – s’est engagée dans une démarche d’expérimentation avec 24 autres collectivités retenues, dans l’objectif de rationaliser ses procédures internes et d’améliorer la fiabilité et la transparence de ses états financiers.

Pour le premier exercice de certification des comptes expérimentale, le Commissaire aux comptes de la Ville, Madame Hélène BARON BUAL, qui est membre du cabinet Grant Thornton, va nous présenter la synthèse des actes de travail et d’amélioration qu’elle a réalisés. Je précise que cette certification a demandé et demande un énorme travail aux équipes, qui le font avec beaucoup de bonne volonté, parce que cela va – comme je l’ai dit – dans l’intérêt de la collectivité et de la transparence des comptes. Madame, c’est à vous.

Hélène BARON BUAL : Merci, Monsieur ASLANIAN. Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et tous. C’est effectivement je pense la première fois qu’un Commissaire aux comptes va se prononcer sur les comptes d’une collectivité, notamment dans cette enceinte. C’est un peu un événement historique dans le cadre d’une expérimentation.

Pour le cadre général, je vais vous le rappeler très rapidement. Monsieur ASLANIAN rappelait les éléments de contexte. On est dans le cadre d’une expérimentation, dans laquelle la Ville de Montpellier s’est inscrite depuis déjà maintenant 3 ans. On est dans la deuxième phase de cette expérimentation, qui est pilotée par la Cour des comptes, et au titre de cette deuxième phase, l’intervention d’un Commissaire aux comptes – que je suis – sur l’accompagnement de la Ville dans le cadre de la fiabilisation de ses comptes et la préparation à la certification des comptes de la Ville, comme n’importe quelle autre entité économique, qu’elle soit privée ou publique.

Simplement vous rappeler que cette expérimentation va durer 3 ans, et donc que c’est la première année que j’interviens en sein de ce Conseil pour vous présenter la conclusion des travaux que nous avons conduits. J’en profite effectivement pour remercier l’ensemble des services de la Ville, Monsieur ASLANIAN évidemment, les finances et également la trésorerie – donc le comptable public – pour leur implication dans le cadre de ces travaux, qui sont des travaux très progressifs et qui mobilisent beaucoup d’acteurs au sein de la Ville de Montpellier.

Peut-être revenir aussi sur les objectifs de cette expérimentation. Alors certes je suis Commissaire aux comptes, on parle de comptes, mais on va essayer d’aborder les sujets en prenant un petit peu de hauteur par rapport à cette expérimentation. Dans le cadre de l’engagement pris par la Ville de Montpellier de participer à cette expérimentation, parmi 24 autres collectivités qui sont des villes, des départements, des régions, des métropoles également, on est sur des objectifs on va dire assez majeurs en matière de finances publiques.

Le premier objectif c’est évidemment la transparence des comptes publics. Je rappelle que c’est une obligation qui est inscrite dans notre Constitution et dans laquelle finalement beaucoup d’entités publiques s’inscrivent : évidemment l’État, qui a ses comptes certifiés depuis l’année 2006 ; plus proche des territoires, les hôpitaux depuis 2014 ; on a également tout le monde de l’université, depuis à peu près les années 2010. Effectivement le secteur public local est aujourd’hui en train de se préparer pour répondre à l’engagement constitutionnel de transparence de comptes publics inscrit dans notre Constitution.

Le deuxième enjeu c'est effectivement de travailler sur une amélioration on va dire constante de la maîtrise des risques financiers. Contrairement à ce que l'on peut croire, l'exercice de certification n'est pas simplement un débat d'experts sur les comptes. C'est aussi une réflexion sur l'ensemble des risques financiers qui sont portés par la collectivité et les dispositifs qui sont mis en œuvre par les services pour pouvoir couvrir ces risques, et donc arriver à une information qui soit robuste et fiabilisée.

Le troisième enjeu c'est ce qu'on appelle la performance organisationnelle. Parce qu'à travers la réflexion sur les risques, évidemment, on s'interroge sur la façon dont les services sont organisés pour participer à la formation d'une information financière de qualité. Voilà pour ces trois enjeux.

Vous dire aussi que la mission d'audit, c'est une mission qui est continue. On a débuté nos travaux en juillet l'année dernière, sur la campagne d'audit des comptes de 2020 tels qu'ils viennent de vous être présentés, et ça vient de s'achever, en mai 2021, pour redémarrer sur la campagne d'audit des comptes 2021 dès le mois de juillet.

Comme pour toutes les entités publiques qui préparent une certification, dans ma carrière j'ai pu accompagner à la fois l'État – parce que je faisais partie des services qui ont participé aux premiers bilans certifiés des comptes de l'État – j'ai accompagné beaucoup d'hôpitaux, des universités. On dit que Paris ne s'est pas faite en un jour : effectivement, certifier des comptes du secteur public local est un chantier qui est long et progressif. Pourquoi ? Parce que nous changeons un peu de paradigme en matière de finances publiques. On bascule d'une gestion qui est très budgétaire – que vous maîtrisez parfaitement bien – à une gestion qui est patrimoniale, c'est-à-dire que l'on s'attache à avoir une vision des actifs, du patrimoine de la Ville, et également de ses dettes et des risques, qu'ils soient fiabilisés, exhaustifs et correctement évalués. Nécessairement, le plan d'action est très progressif en matière de préparation à la certification. On l'a vu sur toutes les autres entités. La Ville en tout cas et ses services se sont complètement saisis des sujets, et il y a un plan d'action. Au titre de la première année de certification, au regard du plan d'action et des sujets que je vais évoquer juste après, on n'est pas en capacité cette année de pouvoir émettre une opinion. Il va falloir que la Ville avance dans le cadre de son plan d'action et j'espère que l'année prochaine nous aurons des avancées qui seront encore plus majeures.

Sur les constats, on a des constats qui sont assez traditionnels – pour en tout cas les experts, ceux qui ont participé à des sujets de fiabilisation de comptes publics. Le premier constat, c'est la fiabilisation du patrimoine immobilier et mobilier de la Ville, d'être en capacité de pouvoir avoir un patrimoine qui s'appuie sur un inventaire, et sur lequel on ait une correcte valorisation. Je rappelle que dans les comptes qui vous ont été présentés, le patrimoine de la Ville de Montpellier représente 95 % de son bilan total. C'est dire effectivement le poids important du patrimoine dans une ville. Ce sont des ratios qui sont finalement assez communs d'une ville à l'autre.

Le deuxième sujet concerne les dispositifs de contrôle sur les recettes qui sont propres de la Ville. Ça représente notamment à peu près 13,9 millions d'euros dans le compte de résultat de la Ville. Ces recettes font l'objet bien évidemment de contrôles, mais de façon insuffisante par rapport aux standards que nous attendons – nous auditeurs – et notamment sur les contrôles sur les régies – les régies notamment périscolaires et de cantine – où il faut renforcer encore ces contrôles pour bien s'assurer qu'on ait la totalité des recettes qui sont bien récupérées par la Ville.

Les dispositifs de contrôle aussi. C'est un passage en termes organisationnels d'une professionnalisation de la gestion, de la maîtrise des risques, à laquelle les services se préparent déjà depuis quelques années, et qu'on ne peut qu'encourager dans le cas de nos constats, de façon à bien renforcer tout ce qui peut être, on va dire, tour de vigie de contrôle et de maîtrise de tous risques financiers au sein de la Ville.

Le suivi des risques. Alors, les risques, c'est aussi un sujet très classique. On a identifié un certain nombre de provisions – ce qu'on appelle les provisions au sens comptable – qui devront faire l'objet de comptabilisations au sein de la Ville, et notamment concernant les passifs sociaux de la Ville – donc les comptes épargne temps, les congés reportés, l'allocation de retour à l'emploi. Évidemment, on a pu la chiffrer d'ailleurs avec l'aide des finances. Ça s'évalue à peu près à 13 millions d'euros. C'est un peu significatif. On les ajustera l'année prochaine. On n'a pas pu les comptabiliser cette année, parce que je dirai que dans le cadre des calendriers et des modalités techniques qui nous étaient offerts, ce n'était pas possible.

Bien évidemment, par rapport à l'ensemble des conventionnements, la Ville est au cœur d'un écosystème qui est très large. On l'a vu – enfin j'ai pu écouter l'ensemble de ces conventionnements en début de Conseil. Il y a beaucoup d'engagements qui sont pris par la Ville, qui sont reçus aussi par la Ville, et qui doivent faire l'objet d'un suivi parce qu'ils peuvent être porteurs aussi parfois de risques financiers – ou en tout cas il ne faut pas les occulter pour éviter toute mauvaise surprise. Il s'agit vraiment de pouvoir renforcer ces dispositifs. Il y a un certain nombre d'actions qui ont été mises en œuvre, permettant de les couvrir. On va bien suivre la réalisation et notamment le déploiement des procédures qui ont été rédigées par les services au cours des deux prochaines années.

Enfin, dernier point, cette expérimentation, elle a aussi relevé certains sujets qui sont très structurants dans les comptes d'une Ville, et dont les leviers d'action ne dépendent pas de la Ville, notamment sur les recettes fiscales – où on a, du fait notamment de ce processus qui est régalien, beaucoup d'activités qui sont conduites au niveau des services fiscaux de l'État – et je dirai, de façon induite, les dotations – c'est la même chose puisque ça dépend du montant souvent du potentiel fiscal. Là il y a une action qui est conduite avec la Cour des comptes pour essayer de travailler sur justement l'audit de ces recettes. Je sais qu'au sein de la Ville, ça a été un sujet assez majeur, qui nous a fait beaucoup travailler. On est en fait plutôt dans le même sens que les actions qui avaient été conduites, en disant qu'il nous faut avoir des assurances, notamment au niveau de l'État. Et puis sur les fonds propres, c'est un petit peu technique, mais on a des fonds propres qui sont très anciens et sur lesquels il faudrait qu'on ait des dispositions limitatives en termes d'audit.

L'enjeu c'est de pouvoir lever au fur et à mesure ces constats. Je pense que l'ensemble des services, de vos services, Monsieur le Maire, sont en ordre de marche avec un plan d'action. En tout cas, moi-même et toute mon équipe, on est à leur disposition pour pouvoir réussir cette expérimentation. Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame, pour cette présentation importante dans l'exécution et la gestion notre collectivité. Je me dois de saluer Max LÉVITA, qui a engagé ce travail comme élu aux finances, en lien avec la Cour des comptes. Toutes les collectivités ne se sont pas engagées dans cette démarche. Ça été l'occasion de conduire, et nous le mesurons avec Michel ASLANIAN, un très beau projet de services, avec les services des finances, sur à la fois évidemment l'usage de l'argent public, la lisibilité budgétaire, la lisibilité de nos comptes, et donc nos capacités de choix à nous, l'ensemble des élus, qui avons la responsabilité à la fois du patrimoine municipal, mais aussi de l'affectation de l'impôt. Merci de cette première, qui ne sera donc pas la dernière, puisque nous avançons.

Je le dis à Max LÉVITA : dès notre prise de fonction, nous avons reçu les magistrats de la Cour des comptes, la mission qui supervise ça, pour bien confirmer l'engagement de la Collectivité qui, je crois, va dans la bonne gestion de l'argent public, et qui nous met aussi collectivement par votre travail à l'abri – ou en tout cas en avertissement s'il y avait des zones de fragilité qui étaient identifiées. On a tous en tête l'expérience qu'ont vécu certaines collectivités territoriales après la crise, la terrible crise de 2008 où des collectivités avaient des emprunts toxiques dans leurs comptes, ne le savaient pas et se sont retrouvées à traverser des moments très durs – Saint-Étienne, le Conseil départemental de Saint-Denis, dont les efforts d'ailleurs ont été faits. Donc merci beaucoup.

On doit voter, quand même, sur votre parole. Est ce qu'il y a des abstentions ? Des oppositions ? Adoptée à l'unanimité. Merci beaucoup, Madame.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

47. Renouveau démocratique et innovation sociale - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de « Fourniture et mise à jour de licences logicielles pour les postes utilisateurs, développeurs et les serveurs » - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 47. Affaire de groupement de commandes Ville et CCAS. Qui a des remarques ? S'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

48. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Groupement de commandes Hérault Energies pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables - Adhésion - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 48. Groupement de commandes avec Hérault Énergies. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

49. Finances - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Cournonterral, Grabels, Lavérune, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de carburant et électricité pour véhicules - Autorisation de signature

M. Hervé MARTIN entre en séance avec le pouvoir de M. Georges ARDISSON.

Monsieur le Maire : Affaire 49. Groupement de commandes entre la Ville et le CCAS et des communes de la Métropole (Cournonterral, Grabels, Lavérune, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-lès-Maguelone) sur l'achat du carburant. Même vote ? Même vote. De plus en plus, ce sera à l'électrique, puisque nous faisons basculer la flotte sur cette énergie, pour la décarbonner.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

50. Administration générale - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de retranscription - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 50. Groupement de commandes entre la Ville et la Métropole. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

51. Renouveau démocratique et innovation sociale - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'achat et de maintenance d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 51. Convention de groupement de commandes entre la Ville et la Métropole sur la téléphonie. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

52. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 52. Rapport d'activité de la Commission de contrôle des comptes. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Abstention ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

53. Hors Délégation - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 53. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

54. Hors Délégation - Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier – Approbation

Mme Véronique BRUNET entre en séance avec le pouvoir de Mme Tasnime AKBARALY.

Monsieur le Maire : Affaire 54. Organisme extérieur ; modification statutaire au sein de la TaM. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

55. Egalité et droits des femmes - Relations internationales - Adhésion à des réseaux internationaux et prise en charge financière – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 55. Adhésion à des réseaux internationaux et prise en charge financière. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

56. Bien-être animal - Adhésion aux réseaux professionnels pour l'exercice 2021 - Association des Musées et centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 56. Adhésion à des réseaux professionnels dans le cadre du bien-être animal. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

57. Emploi et création d'entreprises - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier et de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 57. Attribution de subventions dans le cadre du contrat de Ville, notamment du très beau projet Educap City, et l'association Cap Gély Figuerolles, qui va faire un festival de musique gitane à la Halle Tropisme au mois d'octobre, et on est très fiers de voir naître cette manifestation culturelle par les acteurs du quartier. Qui a-t-il des questions ? Qui s'abstient ?

Qui est contre ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

58. Ville fraternelle et solidaire - Attribution des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Ville fraternelle et solidaire" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 58. Subventions. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Est-ce qu'il y a des gens concernés ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

59. Egalité et droits des femmes - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations, Egalité et Droits des femmes" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Attribution de subvention, égalité et droits des femmes. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

60. Accessibilité universelle - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Accessibilité universelle. Affaire 60. Pas de demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

61. Vie associative et Maisons pour Tous - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 61. Attribution dans le cadre de la vie associative. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Mylvia HOUGUET, Mme Nicole MARIN-KHOURY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

62. Santé - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire dans le cadre de la thématique santé. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

63. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions et modification d'attributions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Attribution d'une subvention exceptionnelle - Approbation - Autorisation de signature

Mme Clara GIMENEZ entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 63. Culture, culture scientifique. Madame DOULAIN. Oui ?

Alenka DOULAIN : Merci beaucoup. J'ai un problème avec une des subventions qui nous est soumise au vote. C'est celle qui concerne l'association internationale de la Saint-Roch pour un montant de 7 000 euros. Cette association – et on le sait tous bien ici – mélange à la fois des activités culturelles et puis des activités cultuelles, que notre Collectivité ne peut pas subventionner. Vous savez que ma position sur ces questions est extrêmement claire depuis toujours. Je pense qu'il faut que la Ville de Montpellier arrête définitivement de se mêler des affaires religieuses. Monsieur le Maire, laissez les croyants tranquilles. Apaiser la Ville, ce n'est pas donner l'impression que quelques-uns sont sponsorisés quand d'autres sont regardés de travers. Je demande donc de procéder à un vote distinct portant uniquement sur cette subvention, de manière à ce que tout le monde dans cette Assemblée puisse voter en son âme et conscience. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, il est évident que ce qui est subventionné, c'est l'activité culturelle – c'est culturel, qu'on soit extrêmement clairs là-dessus. Il se trouve que Saint-Roch est une des grandes figures de la Ville, avant le grand processus de laïcisation de nos sociétés, la société européenne et française, après la Révolution. Saint-Roch, ce sont des liens avec ce personnage, ce sont des liens avec de nombreuses villes et territoires, en particulier d'Italie, et c'est dans le cadre de ces échanges culturels. Voilà, qu'on soit extrêmement clairs là-dessus. On ne va pas d'ailleurs débaptiser la gare qui porte son nom – ce n'est pas votre demande, donc il n'y a pas de souci. C'est bien le volet culturel. Ici, nous ne subventionnons pas des associations à caractère cultuel.

Quant à votre sous-entendu – les uns ou les autres, certains regardés plus que d'autres – permettez-moi de le dire, Madame : vous avez appelé au début de cette instance à une certaine hauteur ; ici nous traitons tous les Montpelliérains et les Montpelliéraines à égalité. Je vous le dis, de manière extrêmement claire. Pardonnez-moi. Moi je suis professeur de la République, et donc je ne me pose pas la question de qui sont mes élèves. Ce sont mes élèves, et de la même manière, les habitants de notre Ville.

Par contre, vous me trouverez toujours – ainsi que l'ensemble des élus ici présents, j'en suis convaincu – pour combattre l'obscurantisme religieux, celui qui consiste à dire que la loi religieuse doit s'imposer sur la loi civile, parce qu'ici, ville du mariage pour tous, nous avons vu des pressions religieuses s'exercer sur des couples de même sexe, parce que nous avons vu des gens qui légitimaient le fanatisme religieux au moment des attentats, des épreuves qu'on traverse. A Montpellier, nous défendons avec force et vigueur la valeur de laïcité. Pas celle qui consiste à devenir un glaive contre les uns ou les autres, mais comme une valeur de concorde. C'est à cela que nous nous attelons. Votre sous-entendu est particulièrement malvenu. Ici, dans cette Ville, chacun est libre de croire ou de ne pas croire.

Ensuite il existe des manifestations d'ordre culturel. Au moment d'Arabesques, c'est un plaisir de découvrir la musique arabo-andalouse, pour tous les citoyens de la République. Au moment de la Saint-Roch, c'est une association qui fait un travail culturel, qui permet de découvrir cette figure universelle qu'était Saint-Roch au Moyen Âge. C'est de cela dont il s'agit. Quand nous avons ensemble, dans le cadre des 800 ans de la faculté de médecine, travaillé sur ce lien entre le judaïsme et la médecine, parce qu'ici la communauté juive ne subissait pas les persécutions qu'elle pouvait connaître dans d'autres parties du Royaume, et quand en 1271 les juifs furent exclus de l'Université de Paris, ils furent accueillis à Montpellier. Nous avons échangé cela et dans l'auditoire, nous ne nous posions jamais la question d'en quoi nous pouvions croire ou ne pas croire. On s'adressait à l'ensemble des citoyens.

Je crois que votre sous-entendu là, il est extrêmement malvenu. Alors je sais que certaines voix venant – ça me fait mal de dire – d'une composante de la gauche, parce que la gauche elle a toujours été universaliste et elle a toujours porté les combats émancipateurs. Ici, on défend le droit de croire et le droit de ne pas croire, dans le respect des autres. Je suis convaincu que vous partagez cette conviction.

On va mettre aux voix l'ensemble des subventions, parce qu'elles s'inscrivent dans le respect de ce principe qui nous est commun : celui de laïcité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

64. Ville sportive - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sport et Partenariat sport" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 64. Thématique sport. Même vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

65. Jeunesse - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 65. Jeunesse. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Christophe BOURDIN, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

**66. Finances - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" -
Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire 66. Thématique finances. C'est pour le COSC. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Question écrite

Monsieur le Maire : Madame OLLIER, vous m'interrogez sur l'écopâturage à la Lironde et à Malbosc – qui est une pratique qui a été mise en œuvre par mon prédécesseur – qu'on continue, qui travaille sur ce rapport à la nature en ville, pour éviter de tondre mécaniquement, et faire appel aux animaux, dans une approche respectueuse de la nature ou du lien homme-nature.

D'abord, qui sont les bergers qui suivent cela ? C'est mutualisé sur deux sites : Lironde et Malbosc. Il y a trois bergers qui travaillent, garantissant la continuité du service. Ils ont accès à l'eau potable, une douche solaire. Le berger de Lironde a un camping-car et il se déplace sur le site. Ce sont des professionnels qui ont été formés, donc qui sont respectueux du bien-être animal.

Vous m'interrogez là-dessus, mais je vais vous dire une chose : ne parlez pas en mon nom, Madame OLLIER. Ne dites pas que vous venez au nom du Maire. Je ne crois pas que vous le fassiez, mais comme ça il n'y aura pas de malentendu. Parce qu'on nous demande de faire disparaître ces bergers, et parfois on a entendu des mots peu élégants à l'endroit de ces personnels, des propos peu élégants qui relèvent de la loi, qui rappelle que le racisme n'est pas une opinion mais un délit. Il se trouve qu'une des personnes qui mobilise beaucoup d'énergie auprès de vous – et d'autres – contre ces trois personnes qui sont impliquées pour la qualité de la ville, pour reconstituer le lien entre la ville et la nature, une des personnes qui porte plainte, enfin qui s'élève, est candidate suppléante du Rassemblement National. Alors autant vous dire, Madame, je pense que vous n'aviez pas ces informations : tant que nous serons là, ces trois bergers pourront travailler à Montpellier et on pourra continuer l'écopâturage. On est très fiers, et à l'occasion nous recevrons ces trois bergers. Je peux vous dire que j'ai vu un certain nombre de courriers et un certain nombre de dire : ils ne font pas honneur. Je vous le dis avec beaucoup de respect. Défendez toutes les causes que vous voulez, mais ce n'est pas parce que quelqu'un proteste contre le Maire que vous devez systématiquement le soutenir. Voilà la réponse.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h00.